



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 AVRIL 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 17th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Bernard's Flower Shoppe Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1948, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, et Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes, jardiniers-marachers, propriétaires de vergers et marchands de graines de semence dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Bernard's Flower Shoppe Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Bernard's Flower Shoppe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1948, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the city of Montreal, and Bertha Mendelson, secretary, spinster, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists, nurserymen, market gardeners, fruit growers and seedsmen in all its branches, under the name of "Bernard's Flower Shoppe Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Century Metals and Equipment Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1948, constituant en corporation: Daniel Deitcher, Nathan Deitcher, marchands, et Muncey A. Fink, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, distribuer de la ferraille, du métal neuf et usagé et de la machinerie et manifac-turer les produits nécessaires à iceux, sous le nom de "Century Metals and Equipment Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Champion Products Limited
Les Produits Champions Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1948, constituant en corporation: Gérard Lacoste, Edmond St-Pierre, Gérard Filion, marchands, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, manifac-turer, acheter, vendre, distribuer, préparer, transporter le lait, la crème, le beurre, le fromage, les produits et sous-produits d'iceux;

Faire le commerce des œufs, des volailles, des bestiaux de ferme, vivants ou abattus, des fruits, des légumes et généralement de tous les produits agricoles, comme marchands de provisions ou autres, sous le nom de "Champion Products Limited — Les Produits Champions Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Cie de Machineries de la Rive Sud
South Shore Equipment Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1948, constituant en corporation: Yves Prévost, avocat, de Beauport, Maurice Gagné, avocat, et Claire Laflamme, sténographe, ces deux derniers de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation en général, d'instruments et machines aratoires, tracteurs en général, machineries et outillages de ferme et de laiterie, véhicules moteurs, ainsi que des pièces de rechange et accessoires de toutes sortes s'y rattachant, sous le nom de "Cie de Machineries de la Rive Sud — South Shore Equipment Co.", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Century Metals and Equipment Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1948, incorporating: Daniel Deitcher, Nathan Deitcher, merchants, and Muncey A. Fink, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, distribute, scrap iron, new and used metal and machinery, and to manufacture products requisite for same, under the name of "Century Metals and Equipment Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Champion Products Limited
Les Produits Champions Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1948, incorporating: Gérard Lacoste, Edmond St-Pierre, Gérard Filion, merchants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To produce, manufacture, buy, sell, distribute, prepare, transport milk, cream, butter, cheese and the products and by-products of same;

To deal in eggs, fowl, farm live or dead stock, fruit, vegetables and generally all farm products, as provision merchants or otherwise, under the name of "Champion Products Limited — Les Produits Champions Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Cie de Machineries de la Rive Sud
South Shore Equipment Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1948, incorporating: Yves Prévost, advocate, of Beauport, Maurice Gagné, advocate, and Claire Laflamme, stenographer, the two latter of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in and carry on the general repairing of agricultural implements and machines, tractors in general, farm and dairy machinery and equipment, motor vehicles and also spare parts and accessories of every kind appertaining thereto, under the name of "Cie de Machineries de la Rive Sud — South Shore Equipment Co.", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Donohue Electronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1948, constituant en corporation: Vincent Donohue, électricien, de Longueuil, Arthur William Donohue, technicien en électricité, de la cité de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et le docteur Emile Bourdon, médecin, de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de tous appareils électroniques, phonographes, transmetteurs et récepteurs de radio et de télévision, radiateurs électroniques, appareils de forge, soudure et trempe électronique, compteurs, opérateurs et tous autres genres d'œils-robots-électroniques, réseaux de haut-parleurs, système intercommunication ainsi que tous autres appareils analogues ou complémentaires; de tous autres objets, articles, accessoires, pièces de rechange, des matières plastiques et de leurs produits sous toutes leurs formes, matières chimiques et tous articles manufacturés et créés par l'union des produits précités, sous le nom de "Donohue Electronics Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$26,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Duclos & Duclos Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1948, constituant en corporation: Jean Duclos, commerçant, Guy Lalonde, gérant de crédit, et Lorenzo-J. Laurendeau, secrétaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, accessoires et outillage d'automobiles, matériaux de construction, appareils photographiques et articles de photographie, vêtements de toutes sortes, articles de ferronnerie et quincaillerie, articles de mercerie, nouveautés, et de façon générale tous produits se rapportant directement ou indirectement à ceux ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Duclos & Duclos Incorporé", avec un capital de \$100,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, valeur au pair, et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune, valeur au pair;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Donohue Electronics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1948, incorporating: Vincent Donohue, electrician, of Longueuil, Arthur William Donohue, electrical technician, of the city of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Doctor Emile Bourdon, physician, of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all electronic apparatus, phonographs, radio and television transmitting and receiving sets, electronic radiators, equipment for electronic refining, welding and tempering, meters, operators and other types of electronic magic eyes, loud speaking systems, intercommunication systems and also all other similar or complementary apparatus; all other objects, articles, accessories, spare parts, plastic matter and products of same in all forms thereof, chemicals and all articles manufactured and created by the combination of the foregoing products, under the name of "Donohue Electronics Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no par or nominal value and into 2,000 preferred shares having a par value of \$25 each.

The amount with which the company will commence operations is \$26,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duclos & Duclos Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1948, incorporating: Jean Duclos, trader, Guy Lalonde, credit manager, and Lorenzo-J. Laurendeau, secretary, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, automobile accessories and equipment, building requisites, photographic apparatus and articles, garments of every kind, ironware and hardware articles, haberdashery, novelties, and, generally, any products, directly or indirectly connected with those hereinabove mentioned, under the name of "Duclos & Duclos Incorporé", with a capital stock of \$100,000 divided into 200 common shares of \$100 each, par value, and 800 preferred shares of \$100 each, par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Frontenac Trading Incorporated

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1948, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, Jean-Paul Cardinal avocat, Alcide Grenon, comptable, et Lorette Poirier, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands de produits textiles et produits semblables, sous le nom de "Frontenac Trading Incorporated", avec un capital de \$5,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le nombre des actionnaires n'excédera pas vingt en aucun temps.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Georges Lavergne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1948, constituant en corporation: Roland A. Diamond, notaire, de Ville Mont-Royal, Jean Geoffrion, avocat, de la cité d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Gabriel Marchand, avocat, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Acheter et opérer le magasin de meubles appartenant à Georges Lavergne;

Faire le commerce des ameublements complets de maison privée, de bureau, de magasin, de restaurant et autre édifice, ainsi que tous les accessoires électriques, les fournitures et nouveautés de toutes sortes; la réparation, le remodelage et le rembourrage de meubles et autres articles, sous le nom de "Georges Lavergne Ltée" avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma-ville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. T. Massicotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1948, constituant en corporation: Joseph-Thomas Massicotte, René Massicotte, industriels, et Pauline Massicotte, fille majeure, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre le beurre, le fromage, la crème, le lait, la crème glacée, les fruits, les œufs, les volailles et les animaux; les tabacs, bonbons, chocolats, biscuits et confiseries;

Exercer le commerce et le métier d'entrepreneurs et constructeurs, et d'agents d'immeubles, sous le nom de "J. T. Massicotte Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Frontenac Trading Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1948, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, Jean-Paul Cardinal, advocate, Alcide Grenon, accountant, and Lorette Poirier, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on as manufacturers, producers, dealers in textiles and similar products, under the name of "Frontenac Trading Incorporated" with a capital stock of \$5,000 divided into 100 common shares of \$50 each.

The number of shareholder of the company shall at no time exceed twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Georges Lavergne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1948, incorporating: Roland A. Diamond, notary, of the Town of Mount Royal, Jean Geoffrion, advocate, of the city of Outremont, both of the judicial district of Montreal, and Gabriel Marchand, advocate, of Iberville, district of Iberville, for the following purposes:

To purchase and operate the furniture store belonging to Georges Lavergne;

To deal in complete furnishings for private houses, offices, stores, restaurants and other buildings, and also all electric appliances, furnishings and novelties of all kinds; to repair, remodel and upholster furniture and other articles, under the name of "Georges Lavergne Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Alma-ville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. T. Massicotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1948, incorporating: Joseph Thomas Massicotte, René Massicotte, manufacturers, and Pauline Massicotte, spinster, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell butter, cheese, cream, milk, ice cream, fruit, eggs, fowl and animals; tobacco, candies, chocolates, biscuits and confectionery;

To carry on the trade and business of contractors and builders, and real estate agents, under the name of "J. T. Massicotte Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Juvenile Shoe Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1948, constituant en corporation: Alexandre Tardif, machiniste, Rouville Dionne, comptable et Paul Archambault, médecin-vétérinaire, tous trois de la ville de Richmond, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et disposer de chaussures de toutes sortes et tous objets ou articles et accessoires de la chaussure;

Faire le commerce en gros et en détail de la chaussure et de tous articles en cuir ou de toutes marchandises pouvant faire l'objet d'un magasin départemental ou d'un magasin de merceries ou d'un magasin de quincaillerie, sous le nom de "Juvenile Shoe Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 380 actions privilégiées de \$100 chacune et 400 actions communes de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Société Artistique Prospero

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Reginald Donald Tormey, avocat, André Raymond, étudiant, et Léo Davignon, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser l'initiation, l'éducation, la vulgarisation, le développement artistiques dans le domaine de la poésie, de l'éloquence, du théâtre, de la musique, de la chorégraphie et des beaux-arts, sous le nom de "La Société Artistique Prospero".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de Tingwick Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Leblanc, Conrad Cantin, Raymond St-Cyr, Gérard Roux, marchands, Léon Verville, notaire, Emery Pouliot, Léo Houle, Edmond Perreault, Oscar

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Juvenile Shoe Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March 1948, incorporating: Alexandre Tardif, machinist, Rouville Dionne, accountant, and Paul Archambault, veterinary surgeon, all three of the town of Richmond, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and dispose of footwear of every kind and any objects or articles accessory to footwear;

To deal, wholesale and retail in footwear, and in all leather goods, or any merchandise capable of being the purpose of a departmental store, or of a haberdashery store or a hardware shop, under the name of "Juvenile Shoe Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 380 preferred shares of \$100 each and 400 common shares of \$5 each.

The head office of the corporation will be in the town of Richmond, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Société Artistique Prospero

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Reginald Donald Tormey, advocate, André Raymond, student, and Léo Davignon, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage artistic initiation, education, vulgarizing, development, within the realm of poetry, of eloquence, the theatre, music, dancing and fine arts, under the name of "La Société Artistique Prospero".

The amount to which the immovable property (or the annual revenue thereof) is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at the town of St-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de Tingwick Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Leblanc, Conrad Cantin, Raymond St-Cyr, Gérard Roux, merchants, Léon Verville, notary, Emery Pouliot, Léo Houle, Edmond Perreault, Oscar Nolin

Nolin, cultivateurs, Philippe Lambert, journalier, Germain Nault, camionneur, et Roméo Larivée, mineur, tous de Tingwick, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le déneigement et l'entretien des chemins durant l'hiver, dans le canton de Tingwick et les environs, sous les nom de "L'Association pour l'entretien des Chemins d'Hiver de Tingwick Inc."

Le siège social de la corporation sera à Tingwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Constructeurs Associés Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1948, constituant en corporation: Jacqueline Laliberté, Béatrice Corriveau, sténographes, filles majeures usant de leurs droits, et Laurent Desroches, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières; Construire, ériger, bâtir, toutes propriétés immobilières, sous le nom de "Les Constructeurs Associés Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 25,000 actions d'une valeur nominale de \$1 chacune, et 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Hermitage Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1948, constituant en corporation: Florian Fortin, publiciste, Dr J.-Emilien Chabot, médecin-chirurgien, Louis-J. Fortin, étudiant en médecine, tous de St-Vital de Lambton, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer, exploiter et promouvoir de toutes façons l'industrie de l'hôtellerie et du tourisme, ainsi que de tous les sports s'y rapportant, sous le nom de "L'Hermitage Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lambton, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lucas Improvement & Fuel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1948, constituant en corporation: Hubert Lefebvre, financier, Georges Goquen,

farmers, Philippe Lambert, laborer, Germain Nault, truckman, and Roméo Larivée, miner, all of Tingwick, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To undertake the snow removal and maintenance of roads during the winter, in the township of Tingwick and its environs, under the name of "L'Association pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de Tingwick Inc."

The head office of the corporation will be at Tingwick, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Constructeurs Associés Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1948, incorporating: Jacqueline Laliberté, Béatrice Corriveau, stenographers, spinsters in use of their rights, and Laurent Desroches, advocate all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business; To construct, erect, build, any immovable property, under the name of "Les Constructeurs Associés Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 25,000 common shares of a nominal value of \$1 each, and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Hermitage Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1948, incorporating: Florian Fortin, publicist, Dr J. Emilien Chabot, physician-surgeon, Louis J. Fortin medical student, all of Saint-Vital de Lambton, county of Frontenac, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on, operate and promote in every way the hostelry and tourist trade, and also all sports connected therewith, under the name of "L'Hermitage Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lambton, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lucas Improvement & Fuel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1948, incorporating: Hubert Lefebvre, financier, Georges Goquen, agent, and Thérèse

agent, et Thérèse Dupont, sténographe, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de combustible "Wizard" connu sous le nom de "Lucas Wizard Fuel" et de feronneries, quincailleries de toutes sortes, sous le nom de "Lucas Improvement & Fuel Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maple Leaf Flooring Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Harbec, cultivateur, Michel Harbec, artisan, tous deux de Sainte-Brigide, district judiciaire d'Iberville, et Adrien Harbec, artisan de Farnham, du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et, en général, négocier et faire le commerce de bois de construction, bois de charpente et bois de toutes sortes, et tous leurs produits ou sous-produits;

Faire le commerce d'ameublements de maison et de bureau, de produits alimentaires et de matériaux de construction, sous le nom de "Maple Leaf Flooring Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Brigide, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maple Products Packing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1948, constituant en corporation: Adolph Salmon, David Becker, marchands, et Samuel J. Smiley, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Commercer et disposer et faire le négoce et le commerce de poissons et tous autres produits de la mer, des rivières et des lacs;

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de conserves et d'articles divers et approvisionnements d'épicerie, sous le nom de "Maple Products Packing Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Martin-Johnston Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouver-

Dupont, stenographer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and manufacture "Wizard" fuel known under the name of "Lucas Wizard Fuel" and also ironware and hardware of all kinds, under the name of "Lucas Improvement & Fuel Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maple Leaf Flooring Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1948, incorporating: Jean-Paul Harbec, farmer, Michel Harbec, artisan, both of Sainte-Brigide, judicial district of Iberville, and Adrien Harbec, artisan of Farnham, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture and deal generally, carry on a lumber and timber business and deal in wood of every kind and the products and by-products thereof;

To deal in household and office furniture, food-stuffs, and building requisites, under the name of "Maple Leaf Flooring Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Brigide, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maple Products Packing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1948, incorporating: Adolph Salmon, David Becker, merchants, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and dispose of and trade in and with fish and all other products of the seas, rivers and lakes;

To carry on business as a manufacturer of, and dealer in all kinds of canned goods, grocers' sundries and supplies, under the name of "Maple Products Packing Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Martin-Johnston Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

neur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1948, constituant en corporation: Charles H. Johnston, voiturier, Thomas F. Martin, gérant, et Paul Johnston, chauffeur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, le commerce de voituriers, transporteurs et entreposseurs sous toutes ses formes;

Faire le commerce de moyens de transport, véhicules et accessoires et de leurs pièces d'aucune sorte et description, sous le nom de "Martin-Johnston Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Montcalm Gold Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minière de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1948, constituant en corporation: Frank J. Dolan, comptable, Gerald McTeigue, procureur, et Lottie Pachal, dactylographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques par quelque procédé que ce soit, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque moyen quelconque; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Montcalm Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Orten Imports Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1948, constituant en corporation: Mischa Ortenberg, importateur, Celia Cohen et June Kirlin, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, disposer, faire le négoce ou le commerce de tapis, draperies, toiles, tissus, produits textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, appareils de maison, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc sous le nom de "Orten Imports Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au

ince of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1948, incorporating: Charles H. Johnston, carter, Thomas F. Martin, manager, and Paul Johnston, chauffeur, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of carriers, conveyors and warehousing under every form;

To deal in conveyances, vehicles and accessories, and parts thereof of every kind and description, under the name of "Martin-Johnston Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Montcalm Gold Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1948, incorporating: Frank J. Dolan, accountant, Gerald McTeigue, barrister, and Lottie Pachal, typist, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Montcalm Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Orten Imports Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1948, incorporating: Mischa Ortenberg, importer, Celia Cohen and June Kirlin, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, dispose of or deal in or with rugs, draperies, linens, fabrics, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Orten Imports Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and 100

pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Phil. Côté Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1948, constituant en corporation: Philippe Côté, commerçant, Dame Alice Boudreault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Philippe Côté, et Gertrude Côté, ménagère, célibataire, tous de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Vendre, acheter, manufacturer du bois de tout genre et de toute sorte, et sous toutes ses formes, sous le nom de "Phil. Côté Lumber Limited", avec un capital de \$19,900, divisé en 199 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Salon Fabrics Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1948, constituant en corporation: Leonard Ernest Ross, Irving Harovitz Daniels, manufacturiers, et June Kirilin, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier, manufacturer, faire le négoce ou le commerce de tissus, produits textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, appareils de maison, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Salon Fabrics Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Scies et Outils Côté Incorporé (Côté's Saws & Tools Incorporated)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1948, constituant en corporation: Ludger-Alphonse Côté, industriel, Gérard-F. Lapointe, comptable, et J.-L. Gérard Lapointe, employé civil, tous de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Acquérir l'entreprise actuellement connue sous les nom et raison sociale de Scies Côté ou L. A. Côté Enregistré, avec siège social à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup;

common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Phil. Côté Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1948, incorporating: Philippe Côté, trader Dame Alice Boudreault, housewife, wife separate as to property of said Philippe Côté, and Gertrude Côté, housewife, spinster, all of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To sell, buy, manufacture lumber of all kinds and sorts and under all the forms thereof, under the name of "Phil. Côté Lumber Limited", with a capital stock of \$19,900, divided into 199 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Salon Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1948, incorporating: Leonard Ernest Ross, Irving Harovitz Daniels, manufacturers, and June Kirilin, stenographer, spinster, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade, manufacture, and deal in or with fabrics, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Salon Fabrics Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Scies et Outils Côté Incorporé (Côté's Saws & Tools Incorporated)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1948, incorporating: Ludger Alphonse Côté, manufacturer, Gérard F. Lapointe, accountant, and J. L. Gérard Lapointe, civil servant, all of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To acquire the undertaking actually known under the firm name and style of "Scies Côté or L. A. Côté Enregistré with head office at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup;

Fabriquer, acheter et revendre les outils de bûcherons et se rapportant aux opérations forestières, sous le nom de "Scies et Outils Côté Incorporé (Côté's Saws & Tools Incorporated)".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions communes sans valeur au pair ou nominale, 1,000 actions privilégiées de \$25 chacune; le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$7,500.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sylvestre Cycle & Sports Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1948, constituant en corporation: Cesare Sylvestre, marchand, Cesare Sylvestre, Fils, ingénieur et Maurice Bourdon, gérant, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands de bicyclettes, tricycles, carrosses de toutes sortes, ferronnerie, voitures, motocyclettes, véhicules-moteurs, articles de sport, vêtements de sport et toutes autres sortes de marchandises connexes et se rapportant aux précédents; faire le commerce de réfrigérateurs électriques, lessiveuses, brûleurs à l'huile, radios et autres objets connexes aux précédents, sous le nom de "Sylvestre Cycle & Sports Ltd.", avec un capital de \$99,000 divisé en 495 actions ordinaires de \$100 chacune et en 495 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
21893 L. DÉSILETS.

Canada,
Province de
Québec.
(L.S.)

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que, par la Loi des compagnies de téléphone, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 298), il est, entre autres choses, en substance, statué que trois personnes majeures au moins peuvent, en observant les formalités requises, s'adresser au Lieutenant-gouverneur en conseil et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de téléphone électrique, avec des embranchements, et à louer et acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite;

ATTENDU que, sur le rapport du Ministre des travaux publics, le Lieutenant-gouverneur en

To manufacture, buy and resell tools for woodsmen and those connected with forestry operations, under the name of "Scies et Outils Côté Incorporé (Côté's Saws & Tools Incorporated)".

The capital stock of the Company is divided into 1,000 common shares having no par or nominal value, 1,000 preferred shares of \$25 each; and the amount with which the company will commence operations is \$7,500.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sylvestre Cycle & Sports Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1948, incorporating: Cesare Sylvestre, merchant, Cesare Sylvestre, Jr., engineer, and Maurice Bourdon, manager, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, dealers of bicycles, tricycles, carriages of all kinds, hardware, carts, motor cycles, motor vehicles, sporting goods, sportswear, and all other kinds of goods related to and connected with the foregoing; to deal in electric refrigerators, washing machines, oil burners, radios, and wares associated with the foregoing, under the name of "Sylvestre Cycle & Sports Ltd.", with a capital stock of \$99,000 divided into 495 common shares of \$100 each, and 495 preferred shares of par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
21893-o Deputy Attorney General.

Canada,
Province of
Quebec.
(L.S.)

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS by the Telephone Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 298) it is, amongst other things, particularly enacted that any number of persons of the age of majority, not less than three, may, by observing the formalities herein required, apply to the Lieutenant-Governor in Council and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telephone, with branches, and lease and acquire in whole or in part a line already built;

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in

conseil peut octroyer aux requérants, par lettres patentes sous le grand sceau, une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans leur requête;

ATTENDU que les personnes ci-après mentionnées ont présenté au Lieutenant-gouverneur en conseil de Notre province de Québec une requête demandant qu'il leur soit accordé une charte les constituant, ainsi que les autres personnes qui pourront devenir subséquemment actionnaires de la compagnie, en corporation et corps politique pour les objets ci-dessous décrits;

ATTENDU que, sur le rapport du Ministre des travaux publics, un arrêté en conseil portant le numéro 281 a été adopté le 4 mars 1948, ordonnant qu'une charte par lettres patentes sous le grand sceau soit accordée à MM. Stanislas Pouliot, shérif, Florent Bégin, garagiste, tous deux de Lac Etchemin, comté de Dorchester, et Robert Perron, avocat, de la cité de Québec, les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie de Téléphone du Lac Etchemin Inc.", pour les fins mentionnées dans leur requête;

Et ATTENDU que lesdites personnes ont dûment rempli les formalités prescrites pour l'obtention de la charte demandée, et que les objets de l'entreprise de la compagnie sont de ceux pour lesquels le Lieutenant-gouverneur peut accorder une charte;

A CES CAUSES, en vertu des pouvoirs qui Nous sont conférés par ladite Loi des compagnies de téléphone mentionnée ci-dessus, Nous avons octroyé et, par Nos présentes lettres patentes, octroyons une charte constituant en corporation les personnes suivantes, savoir:

Stanislas Pouliot, shérif, Florent Bégin, garagiste, tous deux de Lac Etchemin, comté de Dorchester, et Robert Perron, avocat, de la cité de Québec, ainsi que les autres personnes qui sont ou deviendront actionnaires de la compagnie, et ce, pour les objets suivants:

Établir, acheter ou construire, exploiter un système de téléphone électrique dans la municipalité de Ste-Germaine du Lac Etchemin, comté de Dorchester, sur tous les chemins qui sillonnent ladite municipalité; faire le commerce, en gros ou en détail, de tous appareils, accessoires et toutes réparations en général de tels appareils, et accessoires téléphoniques;

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quarante-neuf mille neuf cent dollars (\$49,900.00), divisé en actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisée en cinq cents actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune;

a) Les actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié et cumulatif de trois pour cent (3%) par année sur le capital payé, tel dividende devant être payé tous les ans, et déclaré par le bureau de direction;

b) Les actions privilégiées n'auront pas droit de partager autrement dans les profits annuels ou autres de la compagnie;

c) Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote en aucune circonstance ni le droit d'être élus directeurs de la compagnie.

Pourvu, cependant, que si la compagnie fait défaut de payer les dividendes sur les parts privilégiées au taux établi, pendant un délai de deux (2) ans, les porteurs d'actions privilégiées auront droit de vote à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie, chaque porteur d'actions privilégiées ayant droit à un vote pour chaque \$100.00 du capital payé, et tel droit de vote continuera jusqu'à ce que les arrérages des divi-

Council may grant the petitioners by letters patent under the Great Seal, a charter to incorporate them as a corporation for the purposes mentioned in the petition;

WHEREAS the persons hereinafter mentioned have presented a petition to the Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec, requesting that they be granted a charter incorporating them and other persons who may subsequently become shareholders of the company, into a corporation and corporate body for the purposes hereinbelow described;

WHEREAS, upon the report of the Minister of Public Works, an order in council bearing No. 281 was adopted on the 4th of March, 1948, ordering that a charter by letters patent under the Great Seal be granted to Messrs. Stanislas Pouliot, sheriff; Florent Bégin, garage keeper, both of Lac Etchemin, county of Dorchester, and Robert Perron, advocate, of the city of Quebec, incorporating them under the name of "La Compagnie de Téléphone du Lac Etchemin Inc.", for the purposes mentioned in their petition;

WHEREAS the said persons have observed the formalities required for the obtaining of the charter applied for, and that the purposes of the undertaking of the company are those for which the Lieutenant-Governor may grant a charter;

THEREFORE, in virtue of the powers conferred upon Us by the said Telephone Companies Act mentioned above, We have granted and do by Our present letters patent grant a charter incorporating as a corporation the following persons, to wit:

Stanislas Pouliot, sheriff, Florent Bégin, garage keeper, both of Lac Etchemin, county of Dorchester, and Robert Perron, advocate, of the city of Quebec, and also all others who are or who may become shareholders of the company, and such for the following purposes:

To establish, purchase or construct, operate an electric telephone system in the municipality of Ste-Germaine du Lac Etchemin, county of Dorchester, on all roads intersecting the said municipality; deal, wholesale and retail, in all apparatus and equipment, and undertake all repairs, in general, for such telephonic apparatus and equipment;

The amount of capital stock of the company is forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into shares of fifty dollars (\$50) each;

The part of capital stock to be issued as preferred shares is twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into five hundred shares of fifty dollars (\$50) each;

a) The preferred shares shall be entitled to a preferential and cumulative dividend of three per cent (3%) per annum on the paid up capital, such dividend to be paid every year, and declared by the board of directors;

b) The preferred shares shall not be entitled to any other participation in the annual or other profits of the company;

c) The preferred shares shall have no voting right under any circumstance nor be entitled to elect directors of the company.

Provided, however, that if the company fails to pay the dividends on the preferred shares at the rate established, within a delay of two (2) years, the holders of preferred shares shall have the right to vote at all meetings of the shareholders of the company, each holder of preferred shares being entitled to one vote for each \$100 of paid-up capital and such right to vote shall continue until the arrears of dividends on the

dendes sur les parts privilégiées aient été payés, et le droit de vote revivra quand les dividendes auront cessé subséquemment d'être payés à échéance;

d) La compagnie pourra, de temps à autre, selon le bon plaisir, sur résolution des directeurs, racheter toutes ou partie des parts privilégiées en payant aux détenteurs de telles parts une prime de 1% plus les intérêts accrus et non payés, pourvu que si la compagnie rachète une partie seulement de ces parts, elle décidera par tirage et, sur décision du bureau de direction, la façon ou le montant des parts qui seront rachetées;

Les actions autres que les actions privilégiées (communes) seront émises au prix de cinquante dollars (\$50.00) chacune, soit 498 actions communes.

Le nom de la compagnie constituée en corporation est "La Compagnie de Téléphone du Lac Etchemin Inc."

Le siège social de ladite compagnie est situé à Lac Etchemin, comté de Dorchester, dans le district judiciaire de Beauce, dans Notre province.

Trois actions ordinaires ont été souscrites au fonds social de la compagnie.

Sont nommés directeurs provisoires de la compagnie les personnes suivantes, savoir: tous les requérants.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce quatrième jour de mars l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre Règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,
OMER CÔTÉ.

21917-o

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux que les présentes lettres concernent ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village de St-Georges-Est, dans le comté de Beauce, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 15 décembre 1947, Nous a présenté une requête demandant que le territoire de la dite municipalité du village de St-Georges-Est soit érigé en municipalité de ville, conformément aux dispositions du paragraphe de la section 15 du chapitre 233 des Statuts révisés de Québec, 1941;

preferred shares shall have been paid, and the right to vote will be restored when dividends shall subsequently cease to be paid on maturity;

d) The company may, from time to time, at its option, upon resolution of the directors, redeem the whole or part of the preferred shares by paying the holders of such shares a premium of 1% over and above accrued and unpaid interest, provided that if the company redeems a part of such shares, it shall decide by drawing lots, and upon decision of the board of directors the mode or amount of shares to be redeemed;

Shares other than the preferred (common) shares shall be issued at the price of fifty dollars (\$50) each, namely 498 common shares.

The name of the company incorporated is "La Compagnie de Téléphone du Lac Etchemin Inc."

The head office of the said company is at Lac Etchemin, county of Dorchester, in the judicial district of Beauce, in Our Province.

Three common shares have been subscribed to the capital stock of the company.

The following persons have been appointed provisory directors of the company, to wit: all the petitioners.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this FOURTH day of MARCH, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

OMER CÔTÉ,
Secretary of the Province.

21917

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, after fulfilment of the formalities prescribed, erect the territory of a village municipality into a town municipality, if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the Council of the municipality of the Village of East St. George de Beauce, in the county of Beauce, in conformity with a resolution duly adopted at its meeting of December 15, 1947, has presented to Us a petition requesting that the territory of the said municipality of the Village of East St. George be erected into a town municipality, in conformity with the provisions of the paragraph of section 15 of chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

■ ATTENDU que la population de la municipalité du village de St-Georges-Est, établie par le recensement fait conformément à la Loi, est de deux mille six cent vingt et une âmes;

■ A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 1er avril 1948, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire, comprenant tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et à venir, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, ainsi que tous les chemins, rues et ruelles, ou partie d'iceux compris dans les limites suivantes, à savoir: vers le sud-ouest, la rive nord-est de la rivière Chaudière à ses plus hautes eaux, c'est-à-dire où commence le terrain cultivable; vers le nord-est, une ligne parallèle à la dite rive nord-est de la rivière Chaudière à une distance de dix arpents au nord-est d'icelle depuis la ligne sud-est du lot 577 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 613 du susdit cadastre officiel; vers le nord-ouest et le sud-est respectivement, la partie de la dite ligne sud-est du lot 577 et la partie de la dite ligne nord-ouest du lot 613 comprises entre les limites sud-ouest et nord-est ci-dessus décrites; lequel territoire constituant la municipalité du village Est de Saint-Georges-de-Beauce, laquelle cesse d'exister, sera érigé en municipalité de ville sous le nom de "Ville de St-Georges".

La municipalité de la ville de St-Georges aura un quartier et l'endroit de la première session générale du conseil aura lieu dans l'Hôtel de ville.

Le conseil de la dite municipalité sera composé d'un maire et de six échevins.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce septième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,

21925-o

OMER CÔTÉ.

WHEREAS all the formalities prescribed by the Act have been fulfilled;

WHEREAS the population of the municipality of the Village of East St. George, established by the census taken according to law, is two thousand six hundred and twenty-one souls;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated April first, 1948, We hereby declare that the following territory to wit:

The territory, comprising all the lots or parts of lots and the subdivisions thereof, present and future, of the official cadastre for the parish of Saint-Georges, county of Beauce, and also the roads, streets and lanes or parts thereof comprised within the following limits to wit: towards the southwest, the northeast shore of the Chaudière River, at its highest water, part is to say at the spot where the arable land begins; thence, on the northeast, a line parallel to the said northeast shore of the Chaudière River, ten arpents distant northeast of same, from the southeast line of lot 613 577 to the northwest line of lot 613 of said official cadastre; towards the northwest and southeast respectively, the part of said southeast line of lot 577 and the part of said northwest line of lot 613 comprised within the southwest and northeast limits herein above described; said territory forming the municipality of the village of East Saint George de Beauce, which same ceases to subsist, shall be erected into a town municipality under the name of "Town of St. George".

The municipality of the town of St. George shall have one ward and the place of the first general meeting of the Council shall take place at the Town Hall.

The Council of the said municipality shall be composed of a mayor and six aldermen.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this SEVENTH day of APRIL, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command.

OMER CÔTÉ,

Secretary of the Province.

21925

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 483

Québec, le 7 avril 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 483

Quebec, April 7, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3723 du 6 octobre 1944 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 31 mai 1948.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21895-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 483

Québec, le 7 avril 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375, du 11 septembre 1937, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 février 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2375, soit modifié de la façon suivante:

L'article XV-A suivant est ajouté:

"XV-A. *Vacances payées*: Tout salarié assujéti au présent décret a droit:

a) après une année de service continu à l'emploi de son employeur, à un congé annuel, continu et payé, d'une durée minimum d'une semaine."

b) s'il n'a pas encore complété une année de service à l'emploi de son employeur, à un congé annuel, continu et payé d'une durée minimum d'autant de demi-journées que de mois continus de calendrier passés au service de son employeur. Pour avoir droit à ce congé, le salarié doit avoir été à l'emploi de son employeur pendant une période d'au moins trois mois.

c) à une rémunération de vacances égale à deux pour cent (2%) des salaires gagnés pendant les heures normales de travail durant les douze mois précédents, y compris la dernière période de paye du mois de juin.

d) D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir par accords individuels ou collectifs, un plan de vacances payées comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret, tels accords gardant leur plein effet, nonobstant les dispositions du présent article."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21894-o

Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3723 of October 6, 1944, and amendments, relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal, be extended until May 31, 1948.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21895-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 483

Quebec, April 7, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Québec, rendered obligatory by the decree number 2375 of September 11, 1937, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS, the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 28, 1948;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2375, be amended as follows:

The following section XV-A is added:

"XV-A. *Vacation with pay*: Any employee governed by the present decree shall be entitled:

a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay of at least one week.

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay of at least as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer. In order to qualify for this vacation with pay an employer must have been in the employer's service for a period of not less than three months.

c) For his vacation, to a remuneration equal to two per cent (2%) of the wages earned for normal working hours during the period of twelve months ending with and including the last pay period in June.

d) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, a vacation plan which yields more extended compensations or privileges than those set forth in the present decree, such agreements keeping their full effect notwithstanding the provisions of the present section."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21894-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 483

Québec, le 7 avril 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garages dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages du district de Québec ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 765, du 13 mai 1938, et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 février 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail.

QUE ledit décret, numéro 765, soit modifié de la façon suivante:

1° Au paragraphe "a" de l'article II, après les mots "travaux de mécanique", les mots "de soudure" sont ajoutés et, à la fin du même paragraphe, les mots "de batteries" sont remplacés par le mot "d'accumulateurs".

2° Les taux de salaires fixés au paragraphe "1" de l'article IV, pour les diverses classes de salariés ci-après mentionnés, sont remplacés par les suivants:

	Taux horaires
"Classe "A".....	\$0.95
Classe "B".....	0.83
Classe "C".....	0.78
Classe "D".....	0.73
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou réchappeur.....	0.75
Vitrier et graisseur.....	0.73
Apprenti:	
1ère année.....	\$0.30
2ième année.....	0.40
3ième année.....	0.50
4ième année.....	0.60
Homme de service:	
Débutant (1ère année).....	0.35
Classe "B".....	0.50
Classe "A".....	0.55"

3° Le sous-paragraphe "c" du paragraphe 4 de l'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

"c. D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir, par accords individuels ou collectifs, des conditions de travail comportant pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret, tels accords gardant leur plein effet, nonobstant les dispositions du présent décret.

4° L'alinéa "c" suivant est ajouté au paragraphe "1" de l'article V:

"c. Tous règlements que la Commission d'apprentissage des métiers de l'automobile peut édicter ont préséance sur les règlements ci-haut."

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 483

Québec, April 7, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the garage employees in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees of the district of Québec have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 765 of May 13, 1938, and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 28, 1948.

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 765, be amended as follows:

1. In subsection "a" of section II, the words "as mechanical" are replaced by the words "such as mechanical, welding".

2. The wage rates stipulated in subsection "1" of section IV, for the various classes of employees hereafter mentioned are replaced by the following:

	Hourly rates
"Class A.....	\$0.95
Class B.....	0.83
Class C.....	0.78
Class D.....	0.73
Storage battery man, vulcanizer or rethreader.....	\$0.75
Glazier and greaser.....	0.73
Apprentice:	
1st year.....	\$0.30
2nd year.....	0.40
3rd year.....	0.50
4th year.....	0.60
Service men:	
Beginner (1st year).....	0.35
Class B.....	0.50
Class A.....	0.55"

3. Paragraph "c" of subsection 4 of section IV is deleted and the following substituted therefor:

"c) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions giving the employee a higher remuneration in current money or more extended compensations or privileges than those set forth in the present decree, such agreements keeping their full effect notwithstanding the provisions of the present decree."

4. The following paragraph "c" is added to subsection "1" of section V:

"c) All by-laws which the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades may enact shall take precedence of the above by-laws."

5° L'alinéa "4" du paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"4. Durant la nuit, les heures de travail doivent être réparties entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m. et les taux de salaires doivent être majorés de 100%.

Toutefois, pour avoir droit à cette majoration, le salarié doit être à la disposition de l'employeur, ou avoir travaillé, durant les heures régulières de travail de la même journée."

6° Le sous-paragraphe "2" du paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"2. Dans les établissements de la juridiction commerciale qui peuvent rester ouverts, jour et nuit, le travail peut être réparti entre deux équipes de salariés travaillant, l'une de jour et l'autre de nuit, un maximum de 60 heures par semaine; tout travail, soit de jour soit de nuit, fait après 60 heures doit être payé au taux et demi."

7° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "b" de l'article VI:

"3. La distribution des heures de travail doit se faire entre 7.00 a.m. et 8.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement.

4. Il est interdit aux hommes de service et aux artisans de ces débits d'essence, stations de service et garages d'une capacité d'entreposage intérieur de moins de 3,000 pieds carrés, de travailler à la vente, à la distribution ou à la manipulation de l'essence et de lubrifiants, le dimanche, le jour de Noël, le Premier de l'An et en dehors des heures mentionnées à l'alinéa précédent.

5. Toutefois, entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année, dans les débits d'essence, stations de service et garages d'une capacité d'entreposage intérieur de moins de 3,000 pieds carrés, la distribution des heures de travail peut se faire entre 7.00 a.m. et 10.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement entre midi et 6.00 p.m. le dimanche.

6. Les propriétaires ou locataires de garages d'une capacité d'entreposage intérieur de 3,000 pieds carrés ou plus qui jugent à propos de se prévaloir du régime d'exemption prévu au présent article doivent en aviser le Comité paritaire par lettre recommandée, dans les trente (30) jours qui suivent la publication du décret d'amendement dans la *Gazette officielle de Québec*."

8° Au deuxième alinéa du paragraphe "c" de l'article VI, après les mots "la durée du travail" les mots "et aux salaires" sont ajoutés.

9° Le deuxième alinéa du paragraphe "d" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"Nonobstant le paragraphe précédent, ces établissements peuvent continuer leurs activités les plus urgentes, d'accord avec les dispositions de la Loi du Repos hebdomadaire, mais les salariés qui travaillent ces journées-là doivent recevoir, en plus de leur salaire régulier, un supplément égal au taux du salaire fixé par le présent décret pour leur classification."

10° Au paragraphe "2" de l'article VII, les mots "30 heures" sont remplacés par les mots "40 heures".

11° Le paragraphe "8" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"8. L'employeur doit fournir et faire blanchir à ses frais les costumes, uniformes spéciaux et les jaquettes qu'il requiert, lesquels demeurent sa propriété."

12° Le paragraphe "10" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"10. Le pourboire est la propriété du salarié; l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire. L'employeur ne peut non plus con-

5. Paragraph "4" of subsection "a" of section VI is replaced by the following:

"4. The night working hours shall be distributed between 11.00 p.m. and 7.00 a.m. and the wage rates shall be increased by 100%

However, to be entitled to such increase, the employee must have been at the disposal of the employer, or have worked, during the regular working hours of the same day."

6. Paragraph "2" of subsection "b" of section VI is replaced by the following:

"2. In those establishments of the commercial jurisdiction which are allowed to remain open day and night, work may be distributed between two shifts of employees, one working during the day and the other during the night a maximum of 60 hours per week; all work, either day or night, performed after 60 hours shall be paid at the rate of time and one half."

7. The following paragraphs are added to subsection "b" of section VI:

"3. The working hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 8.00 p.m., from Monday to Saturday inclusive.

4. No service man or artisan in a gasoline station, service station or garage with an inside storing capacity of less than 3,000 square feet may work at the sale, distribution or handling of gasoline and lubricants on Sunday, Christmas Day, New Year's Day and outside the hours mentioned in the foregoing paragraph;

5. However, between June 15 and September 15 of each year, in a gasoline station, service station and garage with an inside storing capacity of less than 3,000 square feet, the working hours may be distributed between 7.00 a.m. and 10.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive, and between 12.00 (noon) and 6.00 p.m. Sunday;

6. Owners or tenants of garages with an inside storing capacity of 3,000 square feet or more who decide to avail themselves of the exemption clause contained in the present section shall notify the Parity Committee, by registered letter, within the thirty (30) days following the publication of the amending decree in the *Quebec Official Gazette*."

8. In the second paragraph of subsection "c" of section VI, at the end of the said paragraph, after the words "the duration of labour", the words: "and wage rates" are added.

9. The second paragraph of subsection "d" of section VI is replaced by the following:

"Notwithstanding the foregoing paragraph, such establishments may continue their most pressing activities, pursuant to the provisions of the Weekly Day of Rest Act but the employees working on such days shall receive, in excess of their regular wages, an extra equal to the wage rate established in the present decree for their classification."

10. In subsection 2 of section VII, the words "thirty (30) hours" are replaced by the words "forty (40) hours".

11. Subsection 8 of section VII is replaced by the following:

"8. The employer shall supply and pay for the cleaning of costumes, special uniforms and overalls which he requires to be worn and the latter remain his property.

12. By replacing subsection 10 of section VII by the following:

"10. The tip shall belong to the employee; the employer shall not keep or use it, even with the consent of the employee, as part of the wages, neither shall the employer have the right to

gédier ou suspendre un salarié qui accepte un pourboire."

13° Le paragraphe "18" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"18. *Vacances payées* i) Tout salarié qui, durant toute année se terminant le 1er avril, a été à l'emploi continu d'un employeur au moins cinquante (50) heures par semaine durant les heures régulières de travail déterminées aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "a" de l'article VI, ou, si la semaine normale de l'établissement est de moins de 54 heures, qui n'a pas plus de quatre (4) heures d'absence non motivée par semaine de vacances payées, soit sept (7) jours consécutifs, au taux de son salaire régulier pour la semaine normale de travail de l'établissement.

ii) Quand, le 1er avril de chaque année, un salarié a acquis le droit à ses vacances, lesdites vacances doivent lui être données pendant la période du premier avril au premier novembre de la même année, au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période.

iii) Le salaire dû à un salarié pour sa semaine de vacances doit lui être payé avant son départ pour ses vacances. Si un salarié, qui a acquis le droit à ses vacances de la manière déterminée ci-haut, quitte son emploi, ou s'il est congédié pour quelque raison que ce soit, avant d'avoir bénéficié de ses vacances, l'employeur est tenu, au moment du départ, de lui payer en argent l'équivalent d'une semaine de salaire au taux régulier pour la semaine normale de travail de l'établissement; l'employeur est tenu à la même obligation s'il néglige de donner des vacances à un salarié entre le premier avril et le premier novembre de chaque année."

14° Le sous-paragraphe "iii" (Services personnels) du paragraphe "1" de l'article IV est abrogé.

15° Le sous-paragraphe "iii" (Services personnels) du paragraphe "2" de l'article IV est abrogé.

16° Le paragraphe "15" de l'article VII est abrogé.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

21918-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 482

Québec, le 7 avril 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 613 du 10 avril 1947 (section "B"), soit prolongé jusqu'au 31 mai 1948, aux mêmes taux et conditions.

21927-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

dismiss or suspend an employee who accepts a tip."

13. Subsection "18" of section VII is replaced by the following:

"18. *Vacation with pay*: i) Any employee who, during any year ending April 1, has worked continuously for an employer a minimum of fifty (50) hours per week during the regular hours of work mentioned in paragraphs "1" and "2" of subsection "a" of section VI, or, when the standard work week of the establishment is one of less than 54 hours, who has not more than four (4) hours of unjustified absence in any one week, is entitled to a vacation of one week with pay, i.e. seven (7) consecutive days, at his regular rate of pay for the standard work week of the establishment.

ii) When on April 1, of each year, an employee has acquired the right to the said vacation with pay, it shall be given to him during the period between April 1 and November 1, of the same year at a time determined by the employer or the professional employer during that period.

iii) The wages owed to an employee for his vacation week shall be paid to him before he leaves for his vacation. If an employee who has acquired the right to his vacation in the manner above determined leaves his occupation or is dismissed for what reason soever before taking his vacation, the employer shall, at the time of his leaving, pay him the equivalent of one week's pay at the regular rate for the standard work week of the establishment; the employer shall act likewise should he neglect to give a vacation to an employee between April 1st and November 1st of each year."

14. Paragraph "iii" (personal services) of subsection "1" of section IV is deleted.

15. Paragraph "iii" (personal services) of subsection "2" of section IV is deleted.

16. Subsection "15" of section VII is deleted.

(Document "A" annexed to the Order)

21918-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 482

Quebec, April 7, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 613 of April 10, 1947 (part "B"), be extended until May 31, 1948, with the same rate and conditions.

21927-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, No 20,040. Dame Emilienne Henri, épouse de Gérard Jean, commerçant de Ste-Clotilde, district de Beauce, demanderesse, vs Ledit Gérard Jean, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 mars 1948.

St-Joseph de Beauce, ce 9 avril 1948.

21896-o Le Procureur de la demanderesse,
ROSAIRE BEAUDOIN.

Dame Madeleine Jauvin, épouse commune en biens de Roger Bolduc, naguère contracteur général, résidant à Ste-Rose Ouest, comté de Laval, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

Montréal, le 12 avril 1948.

21916-o Le Procureur de la demanderesse,
LORENZO DUTIL.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, In the Superior Court, No. 20,040. Mrs Emilienne Henri, wife of Gérard Jean, trader of Ste-Clotilde, district of Beauce, plaintiff vs Said Gérard Jean, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 30th of March, 1948.

St-Joseph of Beauce, April 9th, 1948.

21896-o ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

Dame Madeleine Jauvin, wife common as to property of Roger Bolduc, formerly general contractor, residing at Ste Rose West, county of Laval, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, April the 12th, 1948.

21916-o LORENZO DUTIL,
Attorney for the plaintiff.

Assemblée

Les actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-sept avril 1948, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1947, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

21841-15-2-o Le Secrétaire,
PAUL LAROQUE.

Meeting

The Annual General Meeting of the share holders of "The Alma & Jonquières Railway Company to receive the 1947 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, the 27th day of April 1948, at three o'clock in the afternoon.

21841-15-2-o PAUL LAROQUE,
Secretary.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Comité Coopératif de Finance de Charette", en date du 21 mars 1948, dont le siège social est situé à Charette, comté de Saint-Maurice, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 avril 1948.

21899-o Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
RAOUL-E. FONTAINE.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Comité Coopératif de Finance de Charette", under date the 21st day of March, 1948, whereof the head office is at Charette, county of Saint-Maurice, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1948.

21899 Acting Under Secretary of the Province.
RAOUL-E. FONTAINE.

HOBBYANNA CASUALS INC.

Règlement No. "A"

Il est résolu que l'actif de la compagnie soit partagé au prorata entre les actionnaires de la compagnie, conformément aux dispositions des lettres patentes d'incorporation de la compagnie.

Montréal, 1er avril 1948.

21900 Le Secrétaire,
MAC SILVER.

HOBBYANNA CASUALS INC.

By-law No. A

Be it resolved that the assets of the company be divided rateably among the shareholders of the company in accordance with the provisions of the letters patent incorporating the company.

Montreal, April 1st, 1948.

21900 MAC SILVER,
Secretary.

ALLIED PEAT MOSS CORPORATION

Règlement "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de "Allied Peat Moss Corporation" de trois à six.

Le nombre des directeurs de la compagnie "Allied Peat Moss Corporation" sera augmenté de trois à six pourvu que trois de ces directeurs soient élus par les actionnaires catégorie A de la compagnie et trois par les actionnaires catégorie B de la compagnie et pourvu que toute vacance fortuite se produisant au bureau de direction soit rempli par les directeurs restants élus par la catégorie des actionnaires qui ont élu la personne qui n'agit plus comme directeur produisant ainsi la vacance fortuite.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie "Allied Peat Moss Corporation", certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie exacte du règlement "B" de ladite compagnie décrété par les directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue le 12 mars 1948, à laquelle un quorum était présent, et subséquemment approuvé, sanctionné et confirmé par les votes de plus des deux tiers des actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée et tenue le 12 mars 1948, à laquelle tous les actionnaires étaient présents ou représentés et votèrent pour ce règlement à l'unanimité.

En foi de quoi j'ai apposé mon seing et le sceau corporatif de la compagnie le 12 mars 1948.

(Sceau)
21897

BEN EINSTEIN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de, "Association des Propriétaires de Taxi de Sorel" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 avril 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Se Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21898-o RAOUL-E. FONTAINE.

SOUTH AMERICAN ASSETS REALISATION COMPANY

Règlement II-A

Pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à six

Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de cinq (5) directeurs à (6) directeurs et le premier paragraphe du règlement II des règlements de la compagnie est, par les présentes, modifié en y rayant le mot "cinq" où il apparaît et en le remplaçant par le mot "six".

Montréal, 2 avril 1948.
(Sceau)

21919

Le Secrétaire,
A. H. LANG.

ALLIED PEAT MOSS CORPORATION

By-law "B"

A By-law to increase the number of directors of "Allied Peat Moss Corporation" from three to six.

The number of directors of "Allied Peat Moss Corporation" shall be increased from three to six provided that three of such directors shall be elected by class A shareholders of the company and three by the class B shareholders of the company and provided that any casual vacancy occurring in the Board of Directors shall be filled by the remaining directors elected by the class of shareholders who elected the person whose cessation to act as director created the casual vacancy.

I, the undersigned, secretary of "Allied Peat Moss Corporation", do hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true copy of by-law "B" of the said company, enacted by the directors at a meeting duly called and held on the 12th day of March, 1948, at which a quorum was present, and subsequently approved, sanctioned and confirmed by the votes of more than two-thirds of the shareholders present or represented at a special general meeting of the shareholders of the said company, duly called and held on the 12th day of March, 1948, at which all the shareholders were present or represented, namely, by unanimous vote.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the corporate seal of the company this 12th day of March, 1948.

(Seal)
21897-o

BEN EINSTEN.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Propriétaires de Taxi de Sorel", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 3, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

RAOUL-E. FONTAINE,
21898 Acting Under Secretary of the Province.

SOUTH AMERICAN ASSETS REALISATION COMPANY

By-law II-A

To increase the number of Directors of the Company from five to six

The number of directors of the company is hereby increased from five (5) directors to six (6) directors and the first paragraph of by-law II of the by-laws of the company is hereby amended by deleting therefrom the word "five" where it appears therein and replacing the same by the word "six".

Montreal, April 2nd, 1948.
(Seal)

21919-o

A. H. LANG,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Vincent de Paul", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 6 avril 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Vincent de Paul, comté de Laval.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21901-o RAOUL-E. FONTAINE.

STERLING LANDS LIMITED

Sommaire du Règlement D-1

Après avoir fait provision pour le paiement des dettes de la compagnie, que les officiers dûment attitrés de cette compagnie procèdent immédiatement à la distribution de tout son actif au prorata entre ses actionnaires.

Montréal, le 1er avril 1948.

Le Secrétaire,
21902-o J. RICHARD HYDE.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 5 avril 1948 les règlements comprenant les articles 1 à 13 inclusivement de la corporation "Boscoville", tels qu'adoptés à l'assemblée générale du 12 janvier 1948, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 avril 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21914-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 avril 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21920-o RAOUL-E. FONTAINE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Contrecoeur", en date du 23 février 1948, dont le siège social est situé à Contrecoeur, comté de Verchères, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 mars 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21929-o RAOUL-E. FONTAINE.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Vincent de Paul", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 6, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Vincent de Paul, county of Laval.

RAOUL-E. FONTAINE,
21901 Acting Under Secretary of the Province.

STERLING LANDS LIMITED

Summary of By-law D-1

After providing for payment of the debts of the company, that the proper officers of this company proceed forthwith to the distribution of all its assets rateably among its shareholders.

Montreal, April 1st, 1948.

J. RICHARD HYDE,
21902-o Secretary.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on April 5, 1948, approved the by-laws, including sections 1 to 13 inclusively of the corporation "Boscoville", as adopted at the general meeting of the 12th of January, 1948, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
21914 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 5, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAOUL-E. FONTAINE,
21920 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Contrecoeur", under date the 23rd day of February, 1948, whereof the head office is at Contrecoeur, county of Verchères, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of March, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
21929 Acting Under Secretary of the Province.

EXCEL PEAT LIMITED

Extrait des minutes de l'assemblée des actionnaires de "Excel Peat Limited", tenue à Rivière-du-Loup, ce 11ème jour d'avril 1947.

Attendu qu'il a été recommandé par le bureau de direction que le nombre des directeurs soit porté de trois à cinq. Il est proposé et unanimement adopté que l'article huit des règlements généraux de la dite compagnie soit amendé de manière à ce que le chiffre trois soit remplacé par le chiffre cinq et que le chiffre deux à la dernière ligne soit remplacé par le chiffre trois de manière à ce que le dit article se lise comme suit: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres élus pour un an à l'assemblée annuelle générale des actionnaires et trois d'entre eux formeront quorum."

Vraie copie.

Le Président,
BLAISE FOURNIER.
Le Secrétaire,
MAURICE LÉVEILLÉ.
La Vice-Présidente,
JEANNE-L. FOURNIER.

21928-o

EXCEL PEAT LIMITED

Excerpt from the minutes of the meeting of the shareholders of "Excel Peat Limited", held at Rivière-du-Loup, this 11th day of April, 1947.

Whereas it was recommended by the Board of Directors that the number of directors be increased from three to five. It was moved and unanimously adopted that section eight of the general by-laws of the said company be amended so that the word three be replaced by the word five and the word two in the last line be replaced by the word three so that the said section would read as follows: "The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five members elected for one year at the annual general meeting of the shareholders and that three among them will form a quorum."

True copy.

BLAISE FOURNIER,
President.
MAURICE LÉVEILLÉ,
Secretary.
JEANNE L. FOURNIER,
Vice-President.

21928

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Ste-Philomène de Rosemont", en date du 11 mars 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21930-o RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Ste-Philomène de Rosemont" under date the 11th day of March, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
21930 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 13 avril 1948, autorisé l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 16, Inc." à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Saint-Jean, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, Georges VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 13 avril 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
21943-o RAOUL-E. FONTAINE.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on April 13, 1948, authorized the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 16, Inc.", to change its name into that of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Saint-Jean, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
21943 Acting Under Secretary
of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements Nos 1 à 15 inclusivement de "The Catholic Education Club", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 8 décembre 1947, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 13 avril 1948, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q., 1941, chapitre 276, tel que modifié par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 avril 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
21948 RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws Nos. 1 to 15 inclusive, of "The Catholic Education Club", as adopted at a special general meeting held on December 8th, 1947, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 13th, 1948, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary the 14th day of April, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
21948-o Acting Under Secretary
of the Province.

MARLEY AGENCIES LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Marley Agencies Limited" tenue au bureau de la compagnie le 2 mars 1948.

"Sur proposition dûment faite et secondée, il a été résolu à l'unanimité que le règlement N° 3 soit modifié pour se lire comme suit:

Règlement N° 3

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs."

Copie conforme certifiée du règlement N° 3, tel que modifié à une assemblée du bureau de direction tenue le 2 mars 1948 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

21947 Le Secrétaire,
WILLIAM HOFFMAN.

MARLEY AGENCIES LIMITED

Extract of minutes of meeting of directors of "Marley Agencies Limited" held at the office of the Company on the 2nd day of March, 1948.

"Upon motion duly made and seconded it was unanimously resolved that By-law No. 3 be amended to read as follows:

By-Law No. 3

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four Directors."

Certified True Copy of By-law No. 3 as amended at a Meeting of the Board of Directors held on the 2nd day of March, 1948 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

21947-o WILLIAM HOFFMAN,
Secretary.

THE LAPRAIRIE COMPANY INCORPORATED

Règlement N° XXIX

Qu'il soit décrété:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de neuf à dix et que le règlement N° 11 de la compagnie, tel que modifié par le règlement N° XXVI, soit modifié en conséquence en rayant le mot "neuf" dans le premier paragraphe dudit règlement et en y substituant le mot "dix".

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie "The Laprairie Company Incorporated," certifie, par les présentes, que le règlement N° XXIX précédent de la compagnie a été sanctionné par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents en personne et par procuration dûment nommée, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie convoquée et tenue le 30 mars 1948 pour considérer le règlement.

21949 Le Secrétaire,
WM. TAYLOR.

THE LAPRAIRIE COMPANY INCORPORATED

By-Law No. XXIX

Be it enacted:

That the number of Directors of the Company be increased from nine to ten and that By-Law No. 11 of the Company, as amended by By-Law No. XXVI, be accordingly amended by striking out the word "nine" in the first paragraph of the said By-Law and substituting therefor the word "ten".

I, the undersigned, Secretary of The Laprairie Company Incorporated, hereby certify that the foregoing By-Law No. XXIX of the Company, was sanctioned by the unanimous vote of all the Shareholders of the Company, present in person and by duly appointed proxy, at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company, called and held on the 30th day of March, 1948, for considering the By-Law.

21949-o WM. TAYLOR,
Secretary.

Chartes — Abandon de

La Cie "Taverne J. H. Despelteau Ltée", constituée par lettres patentes de la province de Québec, émises le 26 mars 1945, donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 8 avril 1948.

21903-o Les Procureurs de la Compagnie,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN.

Charters — Surrender of

The company "Taverne J. H. Despelteau Ltée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, issued on the 26th of March, 1945, hereby gives notice that it will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, April 8, 1948.

21903 BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
Attorneys for the company.

RICHELIEU FOOTWEAR LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Richelieu Footwear Limited" demandera l'abandon de sa charte au Procureur Général pour la province de Québec, le tout suivant la Loi des compagnies de Québec.

St-Ours, le dix avril mil neuf cent quarante-huit.

21931-o RICHELIEU FOOTWEAR LIMITED,
Le Président,
ELIE ARCHAMBAULT.

RICHELIEU FOOTWEAR LIMITED

Notice is hereby given that the company "Richelieu Footwear Limited" intends to apply to the Attorney General for the province of Quebec, for leave to surrender its charter, the whole according to the provisions of the Quebec Companies Act.

St-Ours, P.Q., April 10th, 1948.

21931-o RICHELIEU FOOTWEAR LIMITED,
ELIE ARCHAMBAULT,
President.

HARMAC CONSTRUCTION CORPORATION LIMITED HARMAC CONSTRUCTION CORPORATION LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Harmac Construction Corporation Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi ci-dessus mentionnée pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qui sera fixée suivant les dispositions de cette Loi.

Daté à Montréal, Québec, le 26 mars A.D. 1948.

Le Secrétaire,
E. L. READE.

Par le Procureur de la requérante,
REDMOND CODE, C.R.,
140 rue Wellington, Ottawa, Ont. 21921

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Harmac Construction Corporation Limited" hereby gives notice that it will make application to His Honour, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under the provisions of the above Act for acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed pursuant to the provisions of such Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 26th day of March, A.D. 1948.

E. L. READE,
Secretary.

By REDMOND CODE, K.C.,
140 Wellington Street, Ottawa, Ontario.
Solicitor for the Applicant. 21921-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cascade Hotel Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en date du onze juin 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hochelaga Land & Investment Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Brique St-Jean (Limitée)", constituée en corporation par lettres patentes en date du trois février 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276 Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject, to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cascade Hotel Co. Limited", incorporated by letters patent dated the eleventh day of June, 1940.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hochelaga Land & Investment Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of September, 1921.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Brique St-Jean (Limitée)" incorporated by letters patent dated the third day of February, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of April 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of

d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Construction Carnot Limitée — Carnot Construction Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuf mars 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "McCoy's Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept janvier 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27, de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Stadium Decosse, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St-Georges Investment Company — Compagnie de Placements St-Georges", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente décembre 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Viateur Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du six février 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

the charter of the company "La Compagnie de Construction Carnot Limitée — Carnot Construction Company Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of March, 1937.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "McCoy's Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of January, 1932.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Stadium Decosse, Limitée", incorporated by letters patent dated the second day of June, 1941.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St-Georges Investment Company — Compagnie de Placements St-Georges", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of December, 1924.

Notice is also given that from and after the first day of April 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Viateur Realities Limited", incorporated by letters patent dated the sixth day of February, 1939.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26 chapitre 276: Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Syndicat des Tabacs du St-Maurice", constituée en corporation par lettres patentes en date du douze octobre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Belmont Investment Incorporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente septembre 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Montreal Loan and Mortgage Company", constituée en corporation par une loi de la Législature provinciale, 39 Victoria, C. 63, en date du 24 décembre 1875, amendée par 46 Victoria, C. 72, en date du 30 mars 1883 et par une autre loi de ladite Législature 47 Victoria, C. 63, approuvée le 10 juin 1884.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur générale, ce douze avril 1948.

21922-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Syndicat des Tabacs du St-Maurice", incorporated by letters patent dated the twelfth day of October, 1938.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Belmont Investment Incorporation", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of September, 1919.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Montreal Loan and Mortgage Company" incorporated by an Act of the Provincial Legislature, 39 Victoria, C. 63, dated December 24, 1875, amended by 46 Victoria C. 72, dated March 30, 1883 and by another Act of the said Legislature 47 Victoria, C. 63, approved on June 10, 1884.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

21922 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 avril 1948 du conseil du village de l'Épiphanie, comté de l'Assomption, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé en date du 14 avril 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la Gazette officielle de Québec, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 6th of April, 1948, of the Council of the village of l'Épiphanie, county of l'Assomption, and in conformity with the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 14th of April, 1948, that publications of public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required for the Quebec Official Gazette, be in future, in the French language only.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 14 avril 1948.

Le Ministre des Affaires municipales.
21950-o BONA DUSSAULT,

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 Georges VI, chapter 55, section 2).

Quebec, April 14, 1948.

21950 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Mégantic, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Jean Baptiste Vianney" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de la partie sud-ouest du canton d'Halifax-Sud, comté de Mégantic.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour de mars 1948.

21944-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lévis, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Louis de Pintendre" et que son principal siège d'affaires est à St-Louis de Gonzague de Pintendre, comté de Lévis.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce septième jour d'avril 1948.

21904-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Megantic under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Jean Baptiste Vianney" and that its principal place of business is in the Municipality of the southwest part of the township of Halifax-South, county of Megantic.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fifth day of March, 1948.

21944 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lévis, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Louis de Pintendre", and that its principal place of business is at St-Louis de Gonzague, county of Lévis.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this seventh day of April, 1948.

21904 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 154-48.

Québec, le 9 avril 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 avril, 1948, de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Tharcisus dans le comté de Matapédia, en celui de "Saint-Alexandre". Cet arrêté ministériel prendra effet 8 jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

21905-o Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

No. 154-48.

Quebec, April 9, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 7, 1948, to change the name of the school municipality of Saint Tharcisus, in the county of Matapedia, to that of "Saint-Alexandre". Said Order in Council shall take effect 8 days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

21905 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 avril 1948 (section "A"), les règlements spéciaux du Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et District ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 481 of April 7, 1948 (part "A"), the special by-laws of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers have been approved and added to the constitution and general

règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 443 du 1er avril 1948 (section "A").

En vertu de la loi, les dispositions suivantes des règlements spéciaux dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires.

"Tenue du registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Rapport mensuel: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 12 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 338 du 11 mars 1948, pour tous les salariés assujettis audit décret, sauf ceux qui sont tenus d'avoir une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements).

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de 4 membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de 2 membres.

Le comité peut exiger à titre d'honoraire une somme de \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti."

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948.

21923-o

by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 443 of April 1, 1948 (part "A").

Pursuant to the Act, the following provisions of the special by-laws of the said Parity Committee have been rendered obligatory.

"Keeping of a register: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 338 of March 11, 1948, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other information required for the proper enforcement of the decree.

Monthly report: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires all professional employers governed by the decree number 338 of March 11, 1948, to transmit to it a monthly report in writing signed by himself, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 12th day of each month and shall cover the precedent month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Parity Committee.

Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency in the entire territorial jurisdiction of the decree number 338 of March 11, 1948 for all the employees governed by the said decree, excepting those required to hold a license pursuant to the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments).

The Parity Committee forms a Board of Examiners of 4 members to determine the qualification of the employees and issue the said certificates. The quorum of the Board of Examiners shall be 2 members.

The Committee may exact a fee not exceeding \$2.00 for the examination of a qualified worker and \$1.00 for the examination of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948.

21923-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 avril 1948 (section "C") les règlements spéciaux du Comité paritaire de l'Industrie des Gants de Travail ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 443 du 1er avril 1948 (section "D").

En vertu de la loi, les dispositions suivantes des règlements spéciaux dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires.

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 481 of April 7, 1948 (part "C"), the special by-laws of the Joint Committee of the Working Glove Industry have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 443 of April 1, 1948 (part "D").

Pursuant to the Act, the following provisions of the special by-laws of the said Parity Committee have been rendered obligatory.

Registre

21. Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la loi, le comité paritaire décide d'exiger que chaque employeur professionnel assujéti au décret tienne un registre où seront consignés les noms, prénoms, âge et lieu de résidence de chaque salarié à son emploi, la durée et la nature du travail quotidien de chacun, ainsi que le salaire payé chaque semaine, avec mention du mode et de l'époque de paiement.

Rapport mensuel

22. Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire décide d'exiger que les employeurs professionnels régis par le décret lui fassent parvenir mensuellement un rapport détaillé des heures de travail et de toutes les opérations faites durant le mois par chacun de leurs ouvriers ou ouvrières préposés à la coupe, à l'assemblage à l'examen et au blocage des gants ou mitaines ainsi que des sommes reçues par chacun de ces ouvriers ou ouvrières pour chacune desdites opérations. Ce rapport doit être fait sur des formules fournies à cette fin par ledit comité paritaire et signé par l'employeur professionnel et le salarié intéressé.

Certificat de qualification

23. Conformément à l'article 25 de la loi, le comité paritaire décide de rendre le certificat de qualification obligatoire pour tous les salariés assujettis au décret numéro 247 du 26 février 1948, régissant l'industrie des gants de travail et ce, dans toute la juridiction territoriale déterminée dans ledit décret.

Ce certificat est émis après examen des candidats par un bureau d'examineurs composé de trois membres.

Les membres de ce bureau d'examineurs sont nommés par le Comité, à une assemblée régulière, et peuvent être révoqués par lui également à une assemblée régulière.

Les membres de ce bureau d'examineurs doivent se réunir sur demande des candidats et au moins une fois par mois.

L'examen est gratuit pour les candidats.

Les membres du bureau d'examineurs reçoivent la rémunération déterminée par le comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948.

21934-0

Register

21. Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee decides that every professional employer governed by the decree shall keep a register giving the name in full age and address of every employee in his employ, the duration and nature of the daily work of such employee, and the wages paid each week with mention of the mode and period of payment.

Monthly report

22. Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee decides that every professional employer governed by the decree shall forward to it, every month, a complete report of the hours of work and of all operations executed every month by every one of their male or female workers committed to the cutting, assembling, examining and blocking of gloves or mitts, and of all sums received by every one of these male or female workers for each one of the said operations. Such report shall be made on forms supplied by the said Parity Committee and be signed by the professional employer and the employee concerned.

Certificate of competency

23. Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee decides to render obligatory the certificate of competency for all employees governed by the decree number 247 of February 26, 1948, relating to the working glove industry, and in the entire territorial jurisdiction determined in the said decree.

Such certificate is issued after an examination of the candidate before a Board of Examiners consisting of three members.

The members of that Board of Examiners are appointed by the Committee at a regular meeting and may be dismissed by the said Committee at another regular meeting.

The members of the Board of Examiners shall meet upon request of the candidates, and at least once a month.

The examination shall be free of charge for the candidates.

The members of the Board of Examiners shall be remunerated as determined by the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948.

21934-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 99, du 29 janvier 1948, relatif à l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Remplacer l'article II par le suivant:

"II. *Juridiction industrielle.* a) Le présent décret régit l'industrie de la broderie et des accessoires de mode comprenant les opérations suivantes: travail à l'aiguille d'ornementation à la main ou à la machine, broderie bonnaz, perlage au crochet, étampage, plissage à l'aiguille, exé-

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 99 of January 29, 1948, relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits.

Section II to be replaced by the following:

"II. *Industrial jurisdiction* a) The present decree shall apply to the industry of embroidering and fashion accessories, consisting in the following operations: needlework, ornamentation by hand or machine, bonnaz embroidering, crochet-beading, stamping, shirring, tucking, pleating,

tion de remplis, de plissés, de points en zig-zag, d'ourlet à jour, posage de pointes de diamants et de pierres du Rhin, de boutonniers, de boutons et boutons recouverts de tissu, la fabrication de nouveautés et tout travail de couture résultant des opérations précitées, le tout pour fins d'ornement ou d'utilité, devant s'appliquer en entier ou en partie, ou de toute autre manière, à la production de robes, manteaux, costumes, lingerie et articles pour enfants, chapeaux, jupes, blouses, sacs et sacoches pour dames, que ce travail constitue une industrie principale ou un accessoire ou accessoire à une autre industrie.

b) Toutefois ce décret ne s'applique à aucune des opérations ci-haut mentionnées lorsqu'elles ne sont que subordonnées, ancillaires ou accessoires à la confection de vêtements (et en font partie) assujetti au décret numéro 3519, du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe et sont exécutées sur ces vêtements dans l'établissement d'un manufacturier, d'un entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur régi par ledit décret relatif à l'industrie de la robe, et ne constituent pas spécifiquement et uniquement de la broderie, telle que définie dans le présent décret, offerte comme telle en vente ou sous contrat individuel.

Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret s'applique à toutes les opérations de la broderie "bonnaz", du perlage au crochet et du posage de pointes de diamants et de pierres du Rhin.

c) Toutefois, le présent décret ne s'applique pas à la fabrication de lingerie et d'articles pour enfants lors que les opérations régies par le présent décret sont exécutées dans la fabrique d'un manufacturier de lingerie et d'articles pour enfants et n'en constituent pas un rayon séparé ou, encore, ne nécessitent pas, l'emploi régulier et continu d'un ou de plusieurs salariés affectés à ce genre de travail, et lorsque telles opérations ne sont que subordonnées, ancillaires ou accessoires à la confection de tels lingerie et articles pour enfants et ne constituent pas spécifiquement et uniquement de la broderie ou des accessoires de modes en vente ou sous contrat pour un autre employeur.

Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret s'applique à toutes les opérations de la broderie, du perlage au crochet et du posage de pointes de diamants et de pierres de Rhin.

d) Le présent décret ne régit pas le métier de la broderie suisse."

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948.

21906-o

zigzag stitching, hemstitching, nailhead and rhinestone setting, buttonhole making, making of textile-covered buttons and textile-covered buckles, the making of novelties and all work done by any or all of the foregoing operations, the whole for ornamental or utilitarian purposes, to be entirely or partly, or in any manner, applied to the production of dresses, cloaks, suits, lingerie and children's wear, hats, skirts, blouses, handbags and purses for ladies, whether such work constitutes a main industry or one that is subsidiary or incidental to another industry.

b) However, this decree shall not apply to any of the aforesaid operations where these are performed as merely incidental ancillary and accessory to the production of and as part of garments coming under the jurisdiction of Decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry, when such operations are performed on the said garments in the establishment of a manufacturer, contractor or sub-contractor governed by the said decree relating to the dress industry, and the said operations are not made specifically and solely as embroidery as defined herein, for sale or under contract independently as such.

Notwithstanding the foregoing exception, the present decree shall in all cases apply to the operations of bonnaz embroidery, crochet beading and nailhead and rhinestone setting.

c) However, this decree shall not apply to the manufacture of lingerie and children's wear when the operations covered by this decree are performed in the factory of the manufacturer of lingerie and children's wear and do not constitute a separate department thereof or entail regular continuous employment on the part of any employee engaged in such work and where such operations are merely incidental, ancillary and accessory to the production of such lingerie and children's wear and are not made specifically and solely as embroidering and fashion accessories for sale or under contract for another employer.

Notwithstanding the foregoing exception, the present decree shall in all cases apply to the operations of embroidering, crochet-beading and nailhead and rhinestone setting.

d) The present decree does not govern the craft of Swiss Embroidering."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948.

21906-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 561 du 11 mars 1942, et amendements, relatif à la fabrication de boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Remplacer les paragraphes "a", "b", "c" et "d" de l'article II par les suivants:

NOTICE TO AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 561 of March 11, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec.

Subsections "a", "b", "c" and "d" of section II to be replaced by the following ones:

	Homme Male Taux horaires minima	Femme Female Taux horaires minima
	Minimum Hourly Rates	
"a) Salariés — Employees		
Sous-contremaître — Assistant-foreman	\$0.74%	\$0.50½
Machine à gauffer — Corrugating machine :		
Gaufreur — Operator	0.92	
Assistant-gaufreur — Assistant-operator	0.80½	
Découpeur — Slitter and knife man	0.80½	
Mécanicien de machine à coller — Double backer	0.72	
Receveur et chargeur — Tailers and Loaders.	0.66½	
Machine à imprimer et à rainer — Printer-Slotter machine :		
Chef-mécanicien — Chief Operator	0.86½	
Mécanicien — Operator	0.80½	
Assistant-mécanicien — Assistant operator	0.72	
Receveur et fournisseur — Tailer and feeder	0.66½	
Presse à imprimer — Printing Press Machine :		
Mécanicien — Operator	0.72	
Receveur — Tailer	0.66½	
Machine à rainer grosses boîtes — Large Box Slotting Machine :		
Raineur — Operator	0.74½	0.54½
Receveur — Tailer	0.66½	0.45½
Machines à rainer petites boîtes — Small Box Slotting Machine :		
Raineur — Operator	0.72	0.50½
Receveur — Tailer	0.66½	0.45½
Machine à découper les boîtes et marqueuses mitrailleuse (première opération) — Box Slitting and Scoring Machine (First Way);		
Découpeur — Operator	0.74½	
Receveur — Tailer	0.66½	
Machine à découper les feuilles et marqueuse mitrailleuse (divers) — Sheet Slitting and Scoring Machine (Miscellaneous) :		
Mécanicien — Operator	0.72	0.50½
Receveur — Tailer	0.66½	0.45½
Machine combinée à découper et rainer les divisions — Combination Par- tition Slitter-Slotter :		
Mécanicien — Operator	0.74½	0.54½
Receveur — Tailer	0.66½	0.45½
Machine simple à rainer les divisions — Plain Partition Slotter :		
Raineur — Operator	0.72	0.50½
Receveur — Tailer	0.63½	0.45½
Machine à découper les pans — Flap Cutting Machine :		
Découpeur — Operator	0.72	0.49
Receveur — Tailer	0.66½	0.45½
Machine à appliquer la toile gommée — Taping Machine :		
Mécanicien — Operator	0.74½	
Aide — Helper	0.66½	
Receveur et inspecteur — Tailer and Inspector	0.66½	0.49
Machine à appliquer la toile gommée à la main — Hand Taper :		
Mécanicien — Operator	0.66½	0.49
Machine automatique à piquer — Automatic Stitching Machine :		
Piqueur — Operator	0.66½	0.49
Machine à piquer à la main — Manual Stitching Machine :		
Piqueur — Operator	0.66½	0.49
Presse à découper — Die Press Machine :		
Découpeur — Operator	0.74½	0.50½
Éplucheur — Stripper	0.66½	0.45½
Machine à couper les coins, guillotine, emporte-pièce machine à rainer verticale, marqueuse-mitrailleuse de barres — Corner Cutter-Knife Punch- Up and Down, Slotter-Bar Scorer :		
Mécanicien — Operator	0.72	0.50½
Fournisseur — Feeder.	0.66½	0.49
Scie à ruban — Band Saw :		
Préposé à la scie à ruban — Operator	0.66½	0.49
Aide — Helper.	0.63½	0.43½
Machine à remonter et à couper S.F. — S.F. Rewinder and Cutter :		
Mécanicien — Operator	0.72	0.50½
Receveur — Tailer	0.66½	0.45½
Matières adhésives — Adhesive Unit :		
Préposé à la colle — Operator	0.74½	
Préposé à rebuts — Waste Bailing Press :		
Presseur — Operator.	0.66½	
Aide — Helper.	0.63½	
Manutention de rouleaux — Roll Handling :		
Préposé à la manutention mécanique — Mechanical Roll Handler Ope- rator	0.74½	
Premier préposé à la manutention — Chief Roll Handler	0.74½	

	Homme Male	Femme Female
	Taux horaires minima Minimum Hourly Rates	
Manuteneur — Roll Handler	0.66½	
Pliage des boîtes — Box Folding :		
Pleur — Folder	0.63½	0.45½
Assemblage et divisions — Partition Assembly :		
Assembleuse — Assembler		0.45½
Receveuse — Tailer		0.45½
Enveloppement et ficelage — Bundling and Tying :		
Préposé au ficelage — Tyer	0.66½	0.45½
Expédition — Shipping Department :		
Expéditeur — Shipper	0.80½	
Assistant-expéditeur — Assistant Shipper	0.72	
Aide — Helper	0.66½	
Chauffeur de camion — Truck Driver	0.74½	
Entretien — Maintenance :		
Expert mécanicien — Master Mechanic	0.92	
Homme de métier — Tradesman	0.80½	
Mécanicien — Mechanic	0.72	
Huileur et aide — Oiler and Helper	0.66½	
Gardien — Watchman	0.63½	
Concierge — Janitor	0.63½	
Chambre des bouilloires — Boiler Room :		
Mécanicien de machine fixe — Stationary Enginemen :		
2e classe — 2nd class	0.86½	
3e classe — 3rd class	0.74½	
4e classe — 4th class	0.66½	
Travail général — General Labour :		
Non-classifié — Non classified	0.63½	0.43½

b) *Salariés* (sexe masculin): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au paragraphe "a" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à \$0.68½ de l'heure."

"c) *Salariés* (sexe féminin): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au paragraphe "a" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$0.45½ de l'heure."

"d) Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au paragraphe "a" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés des deux sexes ne doit pas être inférieur à \$0.57 de l'heure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948.

21924-0

"b) *Male employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "a" of this section, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$0.68½ per hour."

"c) *Female employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "a" of this section, the average minimum wage for female employees shall not be less than \$0.45½ per hour."

"d) Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "a" of this section, the average minimum wage for employees of both sexes shall not be less than \$0.57 per hour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948.

21924-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 avril 1948 (section "B"), les règlements spéciaux du Comité paritaire de l'Industrie des Gants fins ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 443 du 1er avril 1948 section ("C").

En vertu de la loi, les dispositions suivantes des règlements spéciaux dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires.

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 481 of April 7, 1948 (part "B", the special by-laws of the Joint Committee of the Fine Glove Industry have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 443 of April 1, 1948 (part "C").

Pursuant to the Act, the following provisions of the special by-laws of the said Parity Committee have been rendered obligatory.

Registre

21. Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la loi, le comité paritaire décide d'exiger que chaque employeur professionnel assujéti au décret tienne un registre où seront consignés les noms, prénoms, âge et lieu de résidence de chaque salarié à son emploi, la durée et la nature du travail quotidien de chacun, ainsi que le salaire payé chaque semaine, avec mention du mode et de l'époque de paiement.

Rapport mensuel

22. Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la loi, le comité paritaire décide d'exiger que les employeurs professionnels régis par le décret lui fassent parvenir mensuellement un rapport détaillé des heures de travail et de toutes les opérations faites durant le mois par chacun de leurs ouvriers ou ouvrières préposés à la coupe, à l'assemblage, à l'examen et au blocage des gants ou mitaines ainsi que des sommes reçues par chacun de ces ouvriers ou ouvrières pour chacune desdites opérations. Ce rapport doit être fait sur des formules fournies à cette fin par ledit comité paritaire et signé par l'employeur professionnel et le salarié intéressé.

Certificat de qualification

23. Conformément à l'article 25 de la loi, le comité paritaire décide de rendre le certificat obligatoire pour tous les salariés assujettis au décret numéro 246 du 26 février 1948, régissent l'industrie des gants fins et ce, dans toute la juridiction territoriale déterminée dans ledit décret.

Ce certificat est émis après examen des candidats par un bureau d'examineurs composé de trois membres.

Les membres de ce bureau d'examineurs sont nommés par le Comité, à une assemblée régulière, et peuvent être révoqués par lui également à une assemblée régulière.

Les membres de ce bureau d'examineurs doivent se réunir sur demande des candidats et au moins une fois par mois.

L'examen est gratuit pour les candidats.

Les membres du bureau d'examineurs reçoivent la rémunération déterminée par le comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948. 21935-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., pour le district de Hull,

Register

21. Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee decides that every professional employer governed by the decree shall keep a register giving the name in full, age and address of every employee in his employ, the duration and nature of the daily work of such employee, and the wages paid each week with mention of the mode and period of payment.

Monthly report

22. Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee decides that every professional employer governed by the decree shall forward to it, every month, a complete report of the hours of work and of all operations executed every month by every one of their male or female workers committed to the cutting, assembling, examining and blocking of gloves or mitts and of all sums received by every one of these male or female workers for each one of the said operations. Such report shall be made on forms supplied by the said Parity Committee and be signed by the professional employee and the employee concerned.

Certificate of competency

23. Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee decides to render obligatory the certificate of competency for all employees governed by the decree number 246 of February 26, 1948, relating to the fine glove industry, and in the entire territorial jurisdiction determined in the said decree.

Such certificate is issued after and examination of the candidate before a Board of Examiners consisting of three members.

The members of that Board of Examiners are appointed by the Committee at a regular meeting and may be dismissed by the said Committee at another regular meeting.

The members of the Board of Examiners shall meet upon request of the candidates and at least once a month.

The examination shall be free of charge for the candidates.

The members of the Board of Examiners shall be remunerated as determined by the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948. 21935-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Plumbing and Heating Contractors Section of the Retail Merchants Association of Canada inc., for the district of Hull.

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, Inc., pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions ci-après mentionnées:

I. *Définitions:* a) Pour les fins d'application du décret, le mot "employeur" signifie tout individu, société, firme ou corporation qui contracte un louage d'ouvrage dans les métiers mentionnés dans le décret.

b) Le mot "compagnon" désigne un salarié pouvant exécuter les travaux courants d'un ou des métiers régis par le présent décret et ayant obtenu un certificat de qualification ou licence des Bureaux des examinateurs prévus à cette fin, ou pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il est expérimenté, tel que mentionné à l'article 35 de la Loi de la Convention collective pour les municipalités de moins de cinq mille (5,000) âmes.

c) Le mot "compagnon junior" désigne un salarié possédant les qualifications stipulées au paragraphe "b" du présent article, pour la première année de pratique qui suit l'obtention de son certificat.

d) Le mot "apprenti" désigne un salarié junior ou toute personne ayant obtenu un certificat de qualification ou licence des Bureaux des examinateurs prévus à cette fin, ou tel que mentionné au paragraphe "b" du présent article pour les municipalités de moins de cinq (5,000) milles âmes, pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés dans le décret.

II. *Jurisdiction Territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Temiscamingue.

III. *Taux des salaires:* a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après: Plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs-mécaniciens et soudeurs.

	<i>l'heure</i>
Maître-plombier (avec aide)	\$3.15
Maître-plombier (services personnels)	2.40
Compagnon sénior:	
Plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie, concernant chauffage à l'eau chaude ou à vapeur	1.45
Compagnon junior:	
Premier semestre	0.85
Deuxième semestre	1.00
Soudeur mécanicien	1.45
Soudeur	1.10
Apprenti:	
Première année	0.35
Deuxième année	0.45
Troisième année	0.55
Quatrième année	0.65

Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti pour chaque compagnon.

b) Les salariés dont le salaire horaire était plus élevé que les taux mentionnés dans le décret lors de la signature du contrat, ne peuvent subir un rajustement défavorable de salaire.

IV. *Durée de Travail:* a) La durée normale du travail pour les salariés assujettis au décret est de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de quatre (4) heures le samedi, réparties entre 8.00 a.m. et midi, formant un total de quarante-quatre (44) heures par semaine.

b) Cependant, il est permis d'exécuter en cas d'urgence, sur ouvrage à terminer, deux heures

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, Inc." for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* a) For the purposes of enforcement of the decree, the word "employer" means any individual partnership, firm or corporation who enters into a labour hiring contract in the trades mentioned in the decree.

b) The word "journeyman" means an employee capable of performing the current operations of one or more trades governed by the present decree and who has obtained a certificate of competency or licence from the Boards of Examiners formed for that purpose, or capable of producing a sworn statement proving that he is an experienced worker as mentioned in section 35 of the Collective Agreement Act for the municipalities of less than five thousand (5000) souls.

c) The word "junior journeyman" means an employee with the qualifications stipulated in subsection "b" of the present section for the first year of practice following the issue of his certificate.

d) The word "apprentice" means a junior employee or any person with a certificate of competency or licence from the Boards of Examiners formed for that purpose or, as mentioned in subsection "b" of this section for municipalities of less than five thousand (5000) souls, who can make a sworn statement proving that he is learning any one of the trades mentioned herein.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

III. *Rates of wages:* a) The minimum rates of wages hereunder mentioned shall be paid in each one of the following trades: Plumbing, steamfitting, mechanical welding and welding.

	<i>per hour</i>
Master plumber (with helper)	\$3.15
Master plumber (personal services)	2.40
Senior journeymen:	
Plumbers, steamfitters and pipe mechanics water or steam heating systems	1.45
Junior journeyman:	
First six months	0.85
Second six months	1.00
Welding mechanic	1.45
Welder	1.10
Apprentice:	
First year	0.35
Second year	0.45
Third year	0.55
Fourth year	0.65

No employer may employ more than one apprentice to each journeyman.

b) Employees whose hourly rate of pay was higher than the rates mentioned in the decree at the time of signing of the agreement shall suffer no unfavorable wage readjustment.

IV. *Duration of labour:* a) The standard work week of the employees governed by the decree is one of eight (8) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and of four (4) hours Saturday between 8.00 a.m. and 12.00 (noon), making a total of forty-four (44) hours per week.

b) However, to terminate operations, two additional hours may be worked, one from 7.00 a.m.

additionnelles de travail, de 7.00 a.m. à 8.00 a.m. et de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et une (1) heure additionnelle le samedi de 7.00 a.m. à 8.00 a.m. Ce travail additionnel est rémunéré au taux régulier pourvu que la durée totale n'exécède pas cinquante-cinq (55) heures par semaine.

c) *Travail supplémentaire*: Salaire et demie devra être payé pour les heures supplémentaires faites après 8 heures de travail, soit de 5.00 p.m. à minuit pour les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de midi à 5.00 p.m. le samedi. Tout travail fait après ces dites heures devra être payé à salaire double, soit de minuit à 7.00 a.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et après 5.00 p.m. le samedi.

d) Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, et la Fête du Travail.

e) Au cas où les salariés doivent travailler les jours mentionnés au paragraphe précédent, ils doivent être rémunérés à raison de salaire double.

f) Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail susmentionnée, peut être fait en n'importe quel autre temps de la journée, pourvu que l'employeur professionnel en avertisse le Comité paritaire. Ce travail est sujet au taux régulier, plus \$0.10 de l'heure, à condition que les ouvriers n'aient pas travaillé durant le jour.

V. *Dispositions générales*: a) Les frais de déplacement et de pension des salariés requis de travailler en dehors des villes où ils résident, sont à la charge des employeurs.

b) Il sera payé à tout salarié un minimum d'une heure à chaque sortie pour ouvrage. Ces sorties ne doivent pas excéder 8 heures les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et 4 heures le samedi.

VI. *Durée de la convention*: Cette convention prendra effet à partir du 1er mai 1948 et le durera jusqu'au 30 avril 1949. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis par écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du décret. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948.

21941-o

to 8.00 a.m. and one from 5.00 p.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and one additional hour on Saturday from 7.00 a.m. to 8.00 a.m. Such additional hours shall bear the regular rate of pay provided the total duration does not exceed fifty-five (55) hours per week.

c) *Overtime*: Time and one-halves shall be paid for the overtime hours worked after the daily duration of eight (8) hours, i.e. from 5.00 p.m. to midnight Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and from 12.00 (noon) to 5.00 p.m. Saturday. Any hour worked in excess thereof, i.e. from midnight to 7.00 a.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and after 5.00 p.m. Saturday shall be paid double time.

d) No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Labour Day.

e) When the employees are required to work, on the days mentioned in the foregoing paragraph they shall be remunerated at the rate of double time.

f) Urgent or special work which, for good reasons, cannot be performed during the daily period of work above mentioned may be carried out at any other time of the day provided the professional employer notifies the Parity Committee. Such work yields the regular rate of pay plus \$0.10 per hour, providing the employees have not worked during the day.

V. *General provisions*: a) Transport and boarding expenses of the employees required to work outside the towns in which they live shall be borne by the employers.

b) Every employee shall receive a minimum of one hour's pay for each call (going out) to work. Such calls shall not entail the working of more than eight (8) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours on Saturday.

VI. *Duration of the agreement*: This agreement shall come into force on May 1, 1948 and remain effective until 30, 1949. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to the expiry of the decree. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948.

21941-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1658 du 19 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

1° Remplacer l'article III par le suivant:

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1658 of April 19, 1940 and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

1. Section III to be replaced by the following:

"III. Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Taux horaires ZONES	
	I	II
Briqueur — compagnon senior	\$1.20	\$1.10
Maçon — compagnon senior	1.20	1.10
Plâtrier — compagnon senior	1.20	1.10
Briqueur — compagnon junior	0.85	0.85
Maçon — compagnon junior	0.85	0.85
Plâtrier — compagnon junior	0.85	0.85
Charpentier-menuisier — compagnon senior	1.00	0.90
Charpentier-menuisier — compagnon junior	0.85	0.75
Peintre — compagnon senior	0.90	0.85
Peintre — compagnon junior	0.80	0.70
Peintre — (machine à asperger)	1.05	1.05
Tapissier	0.90	0.85
Électricien — compagnon senior	1.00	0.90
Électricien — compagnon junior	0.85	0.85
1ère et 2ième années	0.75	0.70
Journalier (ouvrier non spécialisé)	0.85	0.75
Chauffeur de chaudières	0.90	0.80
Mécanicien de machines fixes	1.00	0.90
Préposé aux grues, monte-charges ascenseurs à vapeur	0.80	0.75
Préposé aux grues, monte-charge, ascenseurs à gazoline et électrique	0.90	0.80
Préposé au compresseur	0.90	0.80
Préposé au malaxeur (avec certificat)	0.90	0.80
Préposé au malaxeur (sans certificat)	0.80	0.75
Mécanicien (millwright)	0.95	0.80
Machiniste	0.95	0.80
Forgeron	0.95	0.80
Poseur de marbre	1.10	1.10
Poseur de tuile	1.00	1.00
Poseur de terrazzo	0.90	0.90
Polisseur de terrazzo (machine à sec)	0.85	0.85
Polisseur de terrazzo (machine à l'eau)	0.80	0.80
Poseur de lattes métalliques	0.85	0.80
Poseur de lattes en bois	0.85	0.80
Poseur de lattes en bois (au mille)	3.10	2.35
Finisseur de ciment	0.90	0.80
Jointoyeur (tireur de joints)	0.90	0.80
Faiseur de mortier	0.75	0.70
Couleur de blanc	0.75	0.70
Porteur d'oiseau	0.75	0.70
Brasseur de célanite	0.75	0.70
Foreur	0.80	0.70
Gréneur	0.80	0.70
Blanchisseur à la chaux	0.75	0.65
Chauffeur de camion-automobile	0.75	0.70
Conducteur de chevaux	0.70	0.65
Couvreur, ardoise et tuile	0.95	0.85
Couvreur, composition	0.85	0.75

Note: les parties contractantes ont convenu de payer les taux de salaires ci-haut mentionnés à compter du 1er mai 1948;"

2° Remplacer l'article IV par le suivant :

"IV. Apprentissage: Les taux de salaires horaires des apprentis sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés.

Briqueur, plâtrier et maçon	ZONES	
	I	II
Première année	\$0.55	\$0.55
Deuxième année	0.70	0.70
Troisième année	0.80	0.80

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons briqueurs, maçons ou plâtriers ou fraction de cinq (5).

"III. Minimum rates of wages: The minimum rates of wages are as follows for each one of the trades hereafter mentioned:

Trades	Hourly rates ZONES	
	I	II
Bricklayer — senior journeyman	\$1.20	\$1.10
Mason — senior journeyman	1.20	1.10
Plasterer — senior journeyman	1.20	1.10
Bricklayer — junior journeyman	0.85	0.85
Mason — junior journeyman	0.85	0.85
Plasterer — junior journeyman	0.85	0.85
Carpenter-joiner — senior journeyman	1.00	0.90
Carpenter-joiner — junior journeyman	0.85	0.75
Painter — senior journeyman	0.90	0.85
Painter — junior journeyman	0.80	0.70
Painter (spraying)	1.05	1.05
Paper hanger	0.90	0.85
Electrician — senior journeyman	1.00	0.90
Electrician — junior journeyman	0.85	0.85
1st and 2nd year	0.75	0.70
Labourer (common worker)	0.85	0.75
Boiler fireman	0.90	0.80
Stationary engineman	1.00	0.90
Steam crane and elevator operator	0.80	0.75
Gazoline or electric crane and elevator operator	0.90	0.80
Compressor operator	0.90	0.80
Mixer operator (with certificate)	0.90	0.80
Mixer operator (without certificate)	0.80	0.75
Millwright	0.95	0.80
Machinist	0.95	0.80
Blacksmith	0.95	0.80
Marble layer	1.10	1.10
Tile layer	1.00	1.00
Terrazzo layer	0.90	0.90
Terrazzo polisher (dry process)	0.85	0.85
Terrazzo polisher (wet process)	0.80	0.80
Lather (metal)	0.85	0.80
Lather (wood)	0.85	0.80
Lather (wood) per thousand	3.10	2.35
Cement finisher	0.90	0.80
Joint pointer	0.90	0.80
Mortar maker	0.75	0.70
Plaster pourer	0.75	0.70
Hod carrier	0.75	0.70
Celanite mixer	0.75	0.70
Driller	0.80	0.70
Rigger	0.80	0.70
Whitewasher	0.75	0.65
Truck driver	0.75	0.70
Horse driver	0.70	0.65
Roofer — slate and tile	0.95	0.85
Roofer — composition	0.85	0.75

Note: The contracting parties have agreed to pay the wage rates hereabove mentioned from May 1, 1948."

2. Section IV to be replaced by the following:

"IV. Apprenticeship: Apprentices' hourly rates of wages are the following for each of the trades mentioned hereinbelow:

Bricklayer, plasterer, mason:	ZONES	
	I	II
First year	\$0.55	\$0.55
Second year	0.70	0.70
Third year	0.80	0.80

No employer may have more than one (1) apprentice to each five (5) bricklayer, mason or plasterer-journeymen or fraction thereof.

	ZONES	
	I	II
<i>Electricien :</i>		
Première année	0.50	\$0.50
Deuxième année	0.55	0.55
Troisième année	0.60	0.60
Quatrième année	0.65	0.65
Il n'y a qu'un (1) apprenti pour chaque compa- gnon électricien.		

*Peintre, tapissier, mécanicien (millwright), ma-
chiniste, forgeron, poseur de marbre, de terrazzo,
tuile mosaïque, finisseur de ciment, jointoyeur,
blanchisseur à la chaux*

	ZONES	
	I	II
Première année	\$0.45	\$0.45
Deuxième année	0.55	0.50
Troisième année	0.65	0.60
Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons du métier ou fraction de trois (3).		

	ZONES	
	I	II
<i>Charpentier-menuisier</i>		
Première année	0.45	0.40
Deuxième année	0.60	0.50
Troisième année	0.75	0.55

Aucun employeur ne peut employer plus d'un
(1) apprenti par trois (3) compagnons du métier
ou fraction de trois (3).

Aucun employeur ne peut employer d'apprenti
s'il n'a pas de compagnon du même métier à son
emploi.

Durant les trente jours à compter de la date
de publication de cet avis dans la *Gazette officielle
de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-
vra les objections que les intéressés pourront
désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1948. 21942-0

	ZONES	
	I	II
<i>Electrician:</i>		
First year	\$0.50	\$0.50
Second year	0.55	0.55
Third year	0.60	0.60
Fourth year	0.65	0.65
There shall be but one (1) apprentice to each electrician journeyman.		

*Painter, paper-hanger, millwright, machinist,
blacksmith, marble, terrazzo, tile and mosaic setter,
cement finisher, joiner and white-washer:*

	ZONES	
	I	II
First year	\$0.45	\$0.45
Second year	0.55	0.50
Third year	0.65	0.60
No employer may have more than one (1) ap- prentice to each three (3) journeymen of the trade or fraction thereof.		

	ZONES	
	I	II
<i>Carpenter-joiner:</i>		
First year	\$0.45	\$0.40
Second year	0.60	0.50
Third year	0.75	0.55

No employer may have more than one (1)
apprentice to each three (3) journeymen of the
trade or fraction thereof.

An employer shall have no apprentice when
he has no journeyman of the same trade in his
employ.

During the thirty days following the date of
publication of this notice in the *Quebec Official
Gazette*, the Honourable Minister of Labour will
consider the objections which the interested
parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1948. 21942-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Concasco
Casualty Insurance Company", enregistrée sous
le No 480, a obtenu le permis et certificat d'enre-
gistrement No 3157 qui l'autorise, à compter du
5 avril 1948, à effectuer dans la province des con-
trats relatifs aux genres d'assurance suivants:
accident; aéronef, à l'exclusion des dommages à
un appareil d'aviation ou perte de celui-ci causés
par incendie ou transport; automobile, à l'exclu-
sion des dommages à une automobile ou perte de
celle-ci causés par incendie; bris de glace; mala-
die; vol de nuit avec effraction.

Le siège social de la compagnie est situé à Chi-
cago, Illinois, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur P. P. de la
Bruère, 231, ouest, rue St-Jacques, Montréal,
son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
département du Trésor, le 9 avril 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des Assurances.

21909-16-2-0

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Concasco Ca-
sualty Insurance Company", registered under
No. 480, has obtained the license and certificate
of registration No. 3157 authorizing it, as from
the 5th of April 1948, to undertake in the Pro-
vince contracts of insurance of the following clas-
ses: accident; aircraft, excluding loss of, or dam-
age to, an aircraft by fire or transportation; auto-
mobile, excluding loss of, or damage to, an auto-
mobile by fire; burglary; plate glass; sickness.

The head office of the company is situate at
Chicago, Illinois, U.S.A.

The company has appointed Mr P. P. de la
Bruère, 231, West, St. James Street, Montreal,
its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 9th of April 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

21909-16-2-0

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me H. B. McLean, notaire, demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Edouard Cholette et de Me Henri Baby, tous deux notaires décédés.

Montréal, 12 mars 1948.

Le Secrétaire-trésorier de la
Chambre des Notaires,
21915-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me H. B. McLean, notary residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Edouard Cholette and of Me Henri Baby, both deceased notaries.

Montreal, March 12, 1948.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
Board of Notaries
21915-o

Liquidation, avis de

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (En matière de liquidation de société).

Dans l'affaire de: "Les Importations d'Océanie Enregistrée, Importateurs, Québec, en liquidation et Joseph Marmette, 111, Côte de la Montagne, Québec, Liquidateur.

AVIS DE DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ
ET NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Avis est par les présentes donné que le soussigné a été nommé liquidateur de la susdite société, en liquidation, en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Wilfrid Edge, J.C.S. en date du 5 avril, 1948.

Les créanciers de la susdite société ou toutes autres personnes ayant des réclamations devront les produire dûment assermentées entre les mains du liquidateur soussigné, à son bureau, 111 Côte de la Montagne, Québec, d'ici 30 jours.

Québec, le 12 avril, 1948.

Le Liquidateur,
21936-o JOSEPH MARMETTE.

Winding up Notices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (In the matter of the winding-up of partnership).

In the matter of: "Les Importations d'Océanie Enregistrée, importers, Quebec, in liquidation" and Joseph Marmette, 111, Mountain Hill, Quebec, liquidator.

NOTICE OF DISSOLUTION OF PARTNERSHIP
AND APPOINTMENT OF A LIQUIDATOR

Notice is hereby given that the undersigned has been appointed liquidator of the aforesaid partnership, in liquidation, in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Wilfrid Edge, J.S.C., dated April 5, 1948.

The creditors of the aforesaid partnership or other persons having claims shall file the same, duly sworn to, with the undersigned liquidator, at his office, 111 Mountain Hill, Quebec, within 30 days hereof.

Québec, April 12, 1948.

JOSEPH MARMETTE,
21936 Liquidator.

Ordre de Cour

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 7447. Émile Bouchard, (demandeur) saisissant, vs Georges Otis, (défendeur) saisi, et l'Honorable J.-D. Bégin, tiers-saisi, et la Banque Canadienne de Commerce (Amos) opposante.

AVIS AUX CRÉANCIERS DU SAISI

Sur l'ordre du juge en date du 22 mars 1948, dernier, les créanciers sont invités à produire leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis, au greffe de la cour Supérieure, au palais de justice, à Amos, entre les mains du protonotaire, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Amos, 1er avril 1948.

Le Protonotaire,
21840-15-2-o ALBERT GRENIER.

Rule of Court

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7447. Émile Bouchard, plaintiff, seizing; vs Georges Otis, defendant, seized; and the Honourable J. D. Bégin, garnishee; and The Canadian Bank of Commerce (Amos), Opposant.

NOTICE TO CREDITORS OF THE SEIZED PARTY

Upon order of the Judge dated the 22nd of March, 1948, last, the creditors are called to file their claims, with titles attached thereto, within the fifteen days from the first insertion of the present notice, at the office of the Superior Court, in the Court House, at Amos, with the prothonotary, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Amos, April 1, 1948.

21840-15-2 ALBERT GRENIER,
Prothonotary.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner, SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de St-Ephrem-de-Tring et annexé à la municipalité du village de Saint-Ephrem-de-Tring, comté de Beauce;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de St-Ephrem-de-Tring une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 1er avril 1948, et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire situé dans le canton de Tring, se composant en référence au cadastre officiel du canton de Tring, premièrement de cette partie des lots 230, 231, 232, 233, 243 et des chemins publics, ou partie d'iceux, compris dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur la ligne joignant le coin nord du lot 230-C au coin est du lot 229-A à une distance perpendiculaire de 258 pieds au nord-ouest de la ligne séparative des lots 230 et 231; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 230 et 231 en allant vers le nord-est sur une distance de 857 pieds, une ligne déviant vers la gauche sur une distance de 398 pieds jusqu'au coté ouest de la route Lambton, ledit coté ouest de la route Lambton en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 230-B, ledit prolongement et la dite ligne sud du lot 230-B, une ligne droite longue de 868 pieds jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 231 et 232 situé à une distance de 264 pieds mesurés le long de la dite ligne séparative des lots 231 et 232 au nord-est de la limite actuelle de la municipalité du village de Saint-Ephrem-de-Tring, la dite ligne séparative des lots 231 et 232 en allant vers le nord-est sur une distance de 385 pieds, une ligne droite traversant le lot 232, le chemin de la Station, le lot 233 et continuant sur une distance de 294 pieds dans le lot 243, une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 233 et 243 sur une distance de 1600 pieds jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et IX; de là, suivant la limite actuelle de la municipalité du village de Saint-Ephrem-de-Tring dans toutes ses sinuosités jusqu'au point de départ;

Deuxièmement: de cette partie des lots 313, 318, 323, 324 et 325 comprise entre la limite actuelle de la municipalité du village de Saint-

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern. GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has
Deputy Attorney General. { been presented to Us requesting that a certain territory be detached from the Municipality of St-Ephrem-de-Tring and annexed to the Municipality of the Village of Saint-Ephrem-de-Tring, county of Beauce;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there shall remain, after such annexation, to the Municipality of St-Ephrem-de-Tring, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 1st of April, 1948, and pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

The territory situate in the township of Tring, comprising, with reference to the official cadastre for the Township of Tring, firstly that part of lots 230, 231, 232, 233, 243 and the public roads or parts of same, contained within the following limits, to wit: Starting from a point on the line joining the north corner of lot 230-C to the east corner of lot 229-A at a perpendicular distance of 258 feet northwest of the division line of lots 230 and 231; thence, passing by the following lines and demarcations successively: a line parallel to the division line of lots 230 and 231 running north-eastward for a distance of 857 feet, a line deviating towards the left on a distance of 398 feet up to the west side of the Lambton highway, the said west side of the Lambton highway running northward as far as the prolongation of the south line of lot 230-B, the said prolongation and the said south line of lot 230-B, a straight line 868 feet long up to a point on the division line of lots 231 and 232 situate at a distance of 264 feet measured along the said division line of lots 231 and 232 on the northeast of the actual limit of the municipality of the village of Saint-Ephrem-de-Tring, the said division line of lots 231 and 232 running northeastward for a distance of 385 feet, a straight line crossing lot 232, the station road, lot 233 and continuing for a distance of 294 feet in lot 243, a line parallel to the division line of lots 233 and 243 for a distance of 1600 feet up to the division line of ranges VIII and IX; thence, following the actual limit of the municipality of the village of Saint-Ephrem-de-Tring in all its sinuosities as far as the starting point;

Secondly: that part of lots 313, 318, 323, 324 and 325 contained between the actual limit of the municipality of the village of Saint-Ephrem-de-

Ephrem-de-Tring et une ligne partant d'un point de la ligne séparative des lots 325 et 326 à une distance de 265 pieds mesurée le long de la dite ligne séparative des lots 325 et 326 au sud-ouest de la limite actuelle de la municipalité du village de Saint-Ephrem-de-Tring et s'établissant à travers les lots 325, 324, 323, 318 et 313 dans une direction parallèle à la ligne séparative des rangs VIII et IX jusqu'à un point de la limite actuelle de la municipalité du village de Saint-Ephrem-de-Tring à une distance de 180 pieds mesurée le long de la dite limite au sud du lot 313A, sera détaché de la municipalité de St-Ephrem-de-Tring et annexé à la municipalité du village de Saint-Ephrem-de-Tring, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce septième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la province,
OMER CÔTÉ.

21926-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette soit détaché et annexé à la municipalité du village de Notre-Dame de Lorette;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 18 mars 1948, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Tring and a line starting from a point on the division line of lots 325 and 326 a distance of 265 feet measured along the said division line of lots 325 and 326 southwest of the actual limit of the municipality of the village of Saint-Ephrem-de-Tring and establishing itself across lots 325, 324, 323, 318 and 313 in a direction parallel to the division line of ranges VIII and IX up to a point on the actual limit of the municipality of the village of Saint-Ephrem-de-Tring a distance of 180 feet measured along the said limit south of lot 313-A, to be detached from the municipality of St-Ephrem-de-Tring and annexed to the municipality of the village of Saint-Ephrem-de-Tring, such annexation to take effect as from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

Witness: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

OMER CÔTÉ,
Secretary of the Province.

21926

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has been presented to Us Deputy Attorney General, { requesting that a certain territory of the municipality of the parish of l'Ancienne Lorette be detached and annexed to the municipality of the village of Notre-Dame de Lorette;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there will remain, after such annexation, to the municipality of the parish of l'Ancienne Lorette, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 18th of March, 1948, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comme étant le lot numéro 237, sera détaché de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette et annexé à la municipalité du village de Notre-Dame de Lorette, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trente et unième jour de mars en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,
OMER CÔTÉ.

21945-o

A territory, known and designated on the official cadastral plan in the book of reference of the parish of l'Ancienne Lorette, as lot No. 237, will be detached from the municipality of the parish of l'Ancienne Lorette and annexed to the municipality of the Village of Notre-Dame de Lorette, such annexation to take effect from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of sections 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our Said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Thirty-first day of March, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

OMER CÔTÉ,
Secretary of the Province.

21945

Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, district de Richelieu

BRUWOOD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bruwood Inc.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 octobre 1947 et ayant son siège social à St-Joseph de Sorel, a établi son bureau au No 244 Chemin St-Roch.

Signé à St-Joseph de Sorel, le 16 mars 1948.

21907 Le Président,
L. W. HOPPERTON.

CHAUSSURE DESBIENS SHOE LTD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Chaussure Desbiens Shoe Ltd.", corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec en date du vingt et un juin mil neuf cent quarante-sept, ayant le siège de ses affaires à Bagotville, dans le district de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au No 10 rue Elgin, à Bagotville.

Chicoutimi, le 8 avril 1948.

21908-o Le Secrétaire,
RAY. BELLEAU.

Head offices

Canada, Province of Quebec, District of Richelieu

BRUWOOD INC.

Notice is hereby given that the "Bruwood Inc." a company incorporated by letters patent on the 16th day of October, 1947, and having its head office in St. Joseph of Sorel, has established its office at No. 244 Chemin St-Roch.

Signed at St. Joseph de Sorel, this 16th day of March 1948.

21907-o L. W. HOPPERTON,
President.

CHAUSSURE DESBIENS SHOE LTD.

Notice is hereby given that the company "Chaussure Desbiens Shoe Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of June, one thousand nine hundred and forty-seven, having its head office at Bagotville, in the district of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at No. 10 Elgin Street, Bagotville.

Chicoutimi, April 8, 1948.

21908 RAY. BELLEAU,
Secretary.

Avis est donné par la compagnie "Casgrain & Cie Ltée", constituée en corporation en date du 3 novembre 1947 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, qu'elle a maintenant établi son bureau à l'adresse suivante: Suite 109, 266 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Qué.

A compter de la date du présent avis, le dit

Notice is given by the company "Casgrain & Cie Ltée", incorporated under date the third day of November, 1947, and having its head office in the city of Montreal, that it has now established its office at the following address: Suite 109, 266 St. James Street West, Montreal, Que.

From and after the date of the present notice,

bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le huitième jour d'avril 1948.

21932-o CASGRAIN & CIE LTÉE
Par: R. CASGRAIN.

Avis est donné par les présentes que "New Quebec Exploration Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle) compagnie constituée en corporation le vingt-huitième jour d'août 1947, par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant son siège en la ville de Québec, a établi son bureau d'affaires à 80 rue St-Pierre.

Québec, le 13 avril 1948.

(Sceau)

21933-o Le Secrétaire,
GILLES De BILLY.

the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this eighth day of April, 1948.

21932 CASGRAIN & CIE LTÉE.
Per: R. CASGRAIN.

Notice is hereby given that "New Quebec Exploration Company Limited" (No Personal Liability), a company incorporated on the twenty-eighth day of August 1947, by letters patent issued under the Quebec Mining Companies Act, and having its principal place of business in the city of Quebec, has established its business office at 80 St. Peter Street.

Quebec, April 13th, 1948.

(Seal)

21933-o GILLES De BILLY,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le 3 mai 1948, pour l'achat de \$700,000.00 d'obligations de la cité de Hull, datées du premier février 1948 et remboursables en séries du premier 1949 au premier février 1963. Intérêts échéant semi-annuellement le premier février et le premier août de chaque année. Ces obligations étant une tranche d'une émission totale de \$2,181,000.00.

L'intérêt sera de 3% pour les échéances des années 1949 à 1953 inclusivement, de 3¼% pour les échéances des années 1954 à 1958 inclusivement et de 3½% pour les échéances des années 1959 à 1963 inclusivement, et conformément au tableau ci-dessous:

Echéance 1er février	Montant
1949.....	\$ 14,500.00
1950.....	15,000.00
1951.....	30,500.00
1952.....	30,000.00
1953.....	30,000.00
1954.....	30,000.00
1955.....	30,000.00
1956.....	30,000.00
1957.....	30,000.00
1958.....	30,000.00
1959.....	30,000.00
1960.....	30,000.00
1961.....	30,000.00
1962.....	30,000.00
1963.....	310,000.00
Total.....	\$700,000.00

Le capital et les intérêts seront payables à Hull, à Québec ou à Montréal, ou au bureau du Trésorier de la cité de Hull, à l'Hôtel de Ville.

Ces obligations seront émises en coupures de \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêts, sur pré-avis de pas moins de trente (30) jours ni

Tenders

Province of Quebec

CITY OF HULL

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday, May 3rd, 1948, for the purchase of an issue of \$700,000.00 of bonds of the city of Hull, dated from the first of February 1948, and redeemable serially from the first of February 1949 to the first of February 1963. Interest payable semi-annually on the first of February and the first of August of each year. These bonds being a portion of an issue of \$2,181,000.00.

These bonds bear interest at the rate of 3% per year for the years from 1949 to 1953 inclusively; 3¼% per year for the years from 1954 to 1958 inclusively and 3½% per year for the years from 1959 to 1963 inclusively and in accordance with the following schedule:

Maturity February 1st	Amount
1949.....	\$ 14,500.00
1950.....	15,000.00
1951.....	30,500.00
1952.....	30,000.00
1953.....	30,000.00
1954.....	30,000.00
1955.....	30,000.00
1956.....	30,000.00
1957.....	30,000.00
1958.....	30,000.00
1959.....	30,000.00
1960.....	30,000.00
1961.....	30,000.00
1962.....	30,000.00
1963.....	310,000.00
Total.....	\$700,000.00

The capital and interests are payable at Hull, Quebec or Montreal, at the office of the Treasurer of the city of Hull, at the City Hull.

These bonds will be issued in denomination of \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to capital.

These bonds may be redeemed by anticipation at par, at any date of the payment of interests, upon previous notice of not less than 30 days,

plus de soixante (60) jours, publié dans la *Gazette officielle de Québec* (S.R.Q. 1941, chap. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission, soit \$7000.00.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du Conseil qui sera tenue le 3 mai 1948 à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville.

La livraison de ces obligations sera faite à Hull, P.Q., au cours des huit jours suivant l'acceptation de la soumission.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Hull, le 12 avril 1948.

21951-o Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
DE ST-MARC-DES-CARRIÈRES, COMTÉ DE
PORTNEUF

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le quatrième jour du mois de mai 1948, pour l'achat de \$95,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Marc-des-Carrières, comté de Portneuf, datées du 1er mai 1948 et remboursables en séries du 1er juillet 1949 au 1er juillet 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$95,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1949.....	x\$13,000.00
1er juillet 1950.....	x 13,500.00
1er juillet 1951.....	x 14,000.00
1er juillet 1952.....	x 14,500.00
1er juillet 1953.....	x 15,000.00
1er juillet 1954.....	1,500.00
1er juillet 1955.....	1,500.00
1er juillet 1956.....	1,500.00
1er juillet 1957.....	1,500.00
1er juillet 1958.....	1,500.00
1er juillet 1959.....	1,500.00
1er juillet 1960.....	1,500.00
1er juillet 1961.....	1,500.00
1er juillet 1962.....	1,500.00
1er juillet 1963.....	11,500.00

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$70,000 promis par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$14,000.00.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec, St-Casimir ou St-Marc, dans le comté de Portneuf.

Lesdites obligations sont émises en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, et peuvent être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q. 1941, chap. 212).

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue, namely \$7,000.00.

Every tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the City Council to be held on May 3rd, 1948, at eight o'clock in the evening, at the City Hall.

Delivery of these bonds will be at Hull, P.Q., during the period of eight days following the acceptance of the tender.

The City Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull, April 12, 1948.

21951-o H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF ST-MARC-DES-CARRIÈRES, COUNTY
OF PORTNEUF

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon, on Tuesday, the fourth day of the month of May, 1948, for the purchase of \$95,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Marc-des-Carrières, county of Portneuf, dated May 1st, 1948, and redeemable serially from July 1st, 1949, to July 1st, 1963 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest offered may be the same for the whole issue or may vary according to maturity. The table of redemption of capital is the following:

Table of Redemption — \$95,000 — 15 years

Year	Capital
1st July, 1949.....	x\$13,000.00
1st July, 1950.....	x 13,500.00
1st July, 1951.....	x 14,000.00
1st July, 1952.....	x 14,500.00
1st July, 1953.....	x 15,000.00
1st July, 1954.....	1,500.00
1st July, 1955.....	1,500.00
1st July, 1956.....	1,500.00
1st July, 1957.....	1,500.00
1st July, 1958.....	1,500.00
1st July, 1959.....	1,500.00
1st July, 1960.....	1,500.00
1st July, 1961.....	1,500.00
1st July, 1962.....	1,500.00
1st July, 1963.....	11,500.00

The mark x indicates the instalments of a grant amounting to the total amount of \$70,000 promised by the Secretary of the Province and payable in five annual instalments of \$14,000.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, St-Casimir or St-Marc, in the county of Portneuf.

Said bonds are issued under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, and may be redeemed by anticipation, at par, at any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de la municipalité de St-Marc-des-Carrières devant être tenue le quatrième jour du mois de mai 1948, à 8 heures de l'après-midi, à la salle du collège de St-Marc-des-Carrières.

Les commissaires d'écoles de la municipalité de St-Marc-des-Carrières ne s'engagent à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Marc-des-Carrières, comté de Portneuf, ce quatorzième jour du mois d'avril 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT LÉGARE.

21952-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MONT-LAURIER
COMTÉ DE LABELLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le 3 mai 1948, pour l'achat de \$260,000.00 d'obligations de la corporation municipale du village de Mont-Laurier, datées du 2 janvier 1948 et remboursables en séries du 2 janvier 1949 au 2 janvier 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux d'intérêt n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$260,000 — 15 ans

Année	Capital
2 janvier 1949.....	\$ 2,000.00
2 janvier 1950.....	2,000.00
2 janvier 1951.....	2,000.00
2 janvier 1952.....	2,000.00
2 janvier 1953.....	2,000.00
2 janvier 1954.....	2,000.00
2 janvier 1955.....	2,000.00
2 janvier 1956.....	7,500.00
2 janvier 1957.....	8,000.00
2 janvier 1958.....	8,000.00
2 janvier 1959.....	8,500.00
2 janvier 1960.....	8,500.00
2 janvier 1961.....	8,500.00
2 janvier 1962.....	9,000.00
2 janvier 1963.....	188,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Mont-Laurier.

Lesdites obligations sont émises en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, et peuvent être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 3 mai 1948 à 8 heures du soir, à la salle municipale de Mont-Laurier.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners of St-Marc-des-Carrières, to be held on the fourth day of the month of May, 1948, at 8 o'clock in the evening, at the College Hall of St-Marc-des-Carrières.

The School Commissioners of the Municipality of St-Marc-des-Carrières do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Marc-des-Carrières, county of Portneuf, this fourteenth day of the month of April, 1948.

ROBERT LÉGARE,
Secretary-Treasurer.

21952

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF MONT-LAURIER,
COUNTY OF LABELLE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday, the third day of May, 1948, for the purchase of \$260,000 of bonds of the municipal corporation of the Village of Mont-Laurier, dated the 2nd of January, 1948, and redeemable serially from the 2nd of January, 1949, to the 2nd of January, 1963, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 2nd of January and 2nd of July of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption of capital is as follows:

Table of Redemption — \$260,000 — 15 years

Year	Capital
January 2, 1949.....	\$ 2,000.00
January 2, 1950.....	2,000.00
January 2, 1951.....	2,000.00
January 2, 1952.....	2,000.00
January 2, 1953.....	2,000.00
January 2, 1954.....	2,000.00
January 5, 1955.....	2,000.00
January 2, 1956.....	7,500.00
January 2, 1957.....	8,000.00
January 2, 1958.....	8,000.00
January 2, 1959.....	8,500.00
January 2, 1960.....	8,500.00
January 2, 1961.....	8,500.00
January 2, 1962.....	9,000.00
January 2, 1963.....	188,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Mont-Laurier.

The said bonds are issued under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 3rd of May, 1948, at 8 o'clock in the evening, in the municipal hall at Mont-Laurier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Laurier, (Labelle) ce quinzième jour d'avril 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
- LÉO PAQUETTE.
21953-o

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Mont-Laurier, (Labelle), this fifteenth day of April, 1948.

LÉO PAQUETTE,
Secretary-Treasurer.
21953-o

Vente d'effets non réclamés

Sale of Unclaimed Baggage

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant 1^{er} premier mai 1947 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 ouest, rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin le six mai 1948, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 1^{er} mars 1948.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
H. L. ATTO.

21588-11-6

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1947 and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street West, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the sixth day of May, 1948, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., March 1st, 1948.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
Superintendent.

21588-11-6-o

Vente par licitation

Sale by Licitiation

AVIS DE LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 259146.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 9 mars 1948, dans une cause dans laquelle Rodrigue Brisebois, boucher, Dame Angelina Brisebois, épouse commune en biens de Janvier Brisebois, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Alexina Brisebois, épouse contractuellement séparée de biens d'Ernest Leclerc, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, et Emmanuel Brisebois, cultivateur de Lakefield, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, sont demandeurs, contre Henri Brisebois, de la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après désigné savoir:

"Deux lots de terre ayant front sur la rue Bruxelles, autrefois rue Berlin, en la ville de Montréal-Nord, connus et désignés sous les numéros deux cent vingt-cinq et deux cent vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-deux (82-225 & 226) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec une maison à deux étages et dépendances y érigées, portant les numéros civiques 10884 et 10886 de la rue Bruxelles, avec les droits y inhérents et les servitudes y attachées;"

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 12 MAI 1948, Cour tenante, devant le protonotaire de la Cour Supérieure pour le dis-

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 259146.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 9th of March 1948, in a case wherein Rodrigue Brisebois, butcher, Dame Angelina Brisebois, wife common as to property of Janvier Brisebois, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Alexina Brisebois, wife separate as to property by marriage contract of Ernest Leclerc, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, and Emmanuel Brisebois, farmer of Lakefield, county of Argenteuil, district of Terrebonne, are plaintiffs; against Henri Brisebois, of the Town of Montreal-North, district of Montreal, defendant, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit:

"Two lots of land fronting on Bruxelles Street, heretofore Berlin Street, in the Town of Montreal-North, known and designated as numbers two hundred and twenty-five and two hundred and twenty-six of the official subdivision of lot number eighty-two (82-225 & 226), on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, measuring, each of the said lots, twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure, and more or less, with a two story house and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 10884 and 10886 Bruxelles Street — with the inherent rights and servitudes attached thereto.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWELFTH day of MAY, 1948 Sitting the Court, before the Prothonotary of the

trict de Montréal, à 10.30 heures a.m., au palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$1,000. sera requis de l'adjudicataire.

Montréal, 2 avril 1948.

Le Procureur des demandeurs,
YVES LAURIER.

FRANÇOIS GODFROY COFFIN, c.r.,
Protonotaire, Cour Supérieure, Montréal.
21846-15-2-o

Superior Court for the district of Montreal, at 10.30 o'clock a.m., in the Court House of Montreal, subject to the charges, clauses, and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and, failing the parties to file the said oppositions within the delay hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,000 will be required from the adjudicator.

Montreal, April 2, 1948.

YVES LAURIER,
Attorney for plaintiffs.

FRANÇOIS GODFROY COFFIN, K.C.,
Prothonotary, Superior Court, Montreal.
21846-15-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU CANTON DÉLISLE
COMTÉ DE LAC ST-JEAN-EST

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale, par un arrêté en date du sept avril 1948, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S. R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous décrit, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation du canton Déglise, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du canton Déglise, à St-Cœur-de-Marie, le QUATRE MAI 1948, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Toutefois, cet immeuble ne sera pas vendu, si les taxes municipales non consolidées des années 1947 et antérieures et tous versements échus des taxes consolidées sont payés avant le moment de la vente.

J.-Louis Bergeron — Le lot 6, rang 1, au cadastre officiel du canton Déglise, sauf à distraire les droits et servitudes concédées à Saguenay Transmission Co. Ltd., pour lignes de transmission d'énergie électrique, suivant acte enregistré sous le numéro 26,695 au bureau d'enregistrement à Hébertville.

Cet immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant l'affecter.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Déglise, St-Cœur-de-Marie, ce neuf avril 1948.

21910-16-2-o Le Secrétaire-trésorier,
NOËL DUFOUR.

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF DÉLISLE
COUNTY OF LAKE ST. JOHN-EAST

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the seventh day of April, 1948, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. Q., 1941, chapter 207), to sell the immovable hereinafter described, in payment of arrears of taxes due to the corporation of the Township of Déglise, with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold by public auction, in the Council Hall of the Township of Déglise, at St-Cœur-de-Marie, on the FOURTH day of MAY, 1948, at ELEVEN o'clock of the forenoon (Daylight Saving Time).

However, the said immovable will not be sold, if the non-consolidated municipal taxes for the year 1947 and previous years and all due payments of consolidated taxes be paid before the sale.

J. Louis Bergeron — Lot 6, range 1, of the official cadastre for the township of Déglise, save to be withdrawn the rights and servitudes conceded to the Saguenay Transmission Co. Ltd., for transmission lines of electric power, according to deed registered under No. 26,695 at the Registry Office of Hébertville.

The said immovable will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

Payments of consolidated municipal taxes not yet due will be charged to the purchaser.

The sale shall be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at the Township of Déglise, St-Cœur-de-Marie, this ninth day of April, 1948.

21910-16-2 NOËL DUFOUR,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis public est par le présent donné par Edouard Houde, sec.-trés., que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village de Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le 9 JUIN 1948, à DIX heures du matin, tel que fixé par un règlement adopté par le conseil de comté de Mégantic le 10 septembre 1947, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Public notice is hereby given by Edouard Houde, sec.-treas., that the undermentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council hold its sittings, on WEDNESDAY, the 9th of JUNE 1948, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law passed by the County Council of Megantic, on September the 10th 1947, in default of payment of the taxes due thereon and costs incurred.

Municipalités Municipalities	Cantons Townships	Connus comme appartenant Known to be owned by	Rangs Ranges	Lots	Étendue Surface	Taxes
Nelson canton-township.	Nelson.....	Philippe Martineau	11	1/2 N.E. 7	105	\$ 94.30
Irlande sud-south.....	Irlande	Joseph Bisson	3	171-72...	175	171.85
Irlande-sud-south.....	Irlande	Augustin Mathieu.....	3	176-73...	150	117.75
Inverness, Comm. scol. School board.	Inverness ..	Succ.-Est. Herbert Marshall.	3	146-P-145		31.50

MUNICIPALITÉ DE ST-ANTOINE DE PONTBRIAND

Une partie du lot 12A du 3e rang du canton de Thetford, d'une superficie de 6 acres, bornée au sud ouest à Raymond Poirier, au nord ouest et nord est à Jos. Paradis et au sud est à Arthur Perreault. Connus comme appartenant à L. C. Pharo Co. Ltd. Montant dû: \$2.27

21912-16-2-o Le Secrétaire-trésorier,
EDOUARD HOUDE.

MUNICIPALITY OF ST. ANTOINE OF PONTBRIAND

A part of lot 12A of the 3rd range of the township of Thetford of 6 acres in surface, bounded at the South West by Raymond Poirier, at the North West and at the North East by Joseph Paradis and at the South East by Arthur Perreault, known to be owned by L. C. Pharo Co. Ltd. Amount due: \$2.27

21912-16-2-o EDOUARD HOUDE,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

JOLIETTE

Fieri facias de Bonis et de Terris

Province de Québec { DAME JULIETTE BÉ-
District de Joliette { RUBÉ, veuve de feu
N° 8783 { J. Eugène Beaulieu, de Joliette, et BERNARD BEAULIEU, du même lieu, en leur qualité d'héritiers de la succession de J. Eugène Beaulieu, de Joliette, ledit J. Eugène Beaulieu, ayant fait affaires à Joliette, comme garagiste, sous la raison sociale de J. E. Beaulieu & Fils, vs ROMÉO HOULE, de St-Didace, district de Joliette.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Les immeubles connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Didace, dans le district de Joliette, sous les nos quatre cent cinq (405) et quatre cent six (406), avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Didace, dit district, le DIX-HUIT MAI 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT
Joliette, le 13 avril 1948. 21937-16-2-o
[Première insertion, 17 avril 1948]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec { DAME JULIETTE BÉ-
District of Joliette { RUBÉ, widow of the
No. 8783 { late J. Eugène Beaulieu, of Joliette, and BERNARD BEAULIEU, of the same place, in their quality of heirs to the Estate of J. Eugène Beaulieu, of Joliette, said J. Eugène Beaulieu having carried on business at Joliette, as garage-keeper, under the firm name of J. E. Beaulieu & Fils; vs ROMÉO HOULE, of St-Didace, district of Joliette.

Seized as belonging to the defendant:

Those immovables known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Didace, in the district of Joliette, under Nos. four hundred and five (405) and four hundred and six (406) — with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Didace, said district, on the EIGHTEENTH of MAY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, April 13, 1948. 21937-16-2-o
[First insertion, April 17, 1948]

Cour Supérieure

Province de Québec { **GERMAIN RONDEAU**
 District de Joliette { commerçant de bois,
 N° 8738 { de St-Zénon, district de
 Jo-liette, contre **JULIEN PICARD**, des cité et
 district de Montréal.

"Un lopin de terre situé à St-Guillaume-Nord, comté de Joliette, étant une partie du lot numéro vingt-a du rang 6 (p. 20-a-r-6) aux plan et livre de renvoi officiels du canton Gouin, contenant trois acres de front environ sur toute la profondeur qu'il y a du chemin public, dit chemin de la Cypres, à aller à l'arrière de la rivière Cypres, ledit terrain étant de forme irrégulière; et borné comme suit: en front audit chemin public, à l'arrière à la rivière Cypres, du côté nord-ouest à un autre chemin public projeté devant conduire à St-Donat, et au sud-est au cricque des Iles, et les bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porté de l'église de St-Michel des Saints, comté de Berthier, district de Joliette, suivant ordonnance à cet effet, le DIX-NEUF MAI 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT**,
 Joliette, 12 avril 1948. 21938-16-2-o
 [Première insertion, 17 avril 1948]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, district de Montréal

Montréal, à savoir: { **A DELARD LECAVA-**
 N° 256972. { **LIER**, demandeur, vs
LEANDRE LEBUIS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Decelles, à Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro Quarante-Huit, du lot originaire numéro Vingt-Cinq (25-48) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, et avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de MAI prochain à ONZE heures du matin.

A la folle-enchère de Dame Flore Guilbault, veuve de Edgar Langlois.

Un dépôt de \$1,200. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge T. Théaume, daté le 13 avril 1948.

Le Shérif,
 Bureau du shérif, **L. P. CAISSE**,
 Montréal, 14 avril 1948. 21946-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { **GUSTAVE JODOIN**, de-
 N° 258896. { mandeur vs **ROBERT**
DESAUTELS, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Bruno, ayant front sur le chemin de front du rang de la Rabastalière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent quatorze (ptie 214) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Bruno, mesurant cent vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de trois cent quatre vingts pieds, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au nord ouest, par le chemin public, en arrière, au sud-est, par partie du même lot N° 214 appartenant aux révérendes Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception, d'un côté et au nord-est par le lot N° 213 appartenant à M. Ernest Dulude et par

Superior Court

Province of Quebec { **GERMAIN RONDEAU**,
 District of Joliette { lumber merchant, of
 No. 8738 { St-Zénon, district of Joliette
 against **JULIEN PICARD**, of the city and dis-
 trict of Montreal.

A parcel of land situate at St-Guillaume-Nord, county of Joliette, being a part of lot number twenty-a of range 6 (Pt. 20-a-R-6), on the official plan and in the book of reference for the Township Gouin, measuring about three acres in front by all the depth that there may be from the public road, namely the "la Cypres" road, up to in rear of the Cypres" river, the said land being of irregular figure and bounded as follows: in front by the said public road, in rear by the Cypres river, on the northwest side by another projected public road to lead to St-Donat, and on the southeast by the "des Iles" creek, and the buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of St-Michel des Saints, county of Berthier, district of Joliette, following an order to this effect, on the NINE-TEENTH day of MAY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
 Sheriff's Office, **Sheriff**,
 Joliette, April 12, 1948. 21938-16-2
 [First insertion, April 17, 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal.

Montréal, to wit: { **A DELARD LECAVA-**
 No. 256972. { **LIER**, plaintiff; vs
LEANDRE LEBUIS, defendant.

An emplacement fronting on Decelles Street, at Montreal, known and designated as being subdivision number forty-eight of the original lot twenty-five (25-48) on the official plan and in the book of reference for the incorporated Village of Côte des Neiges and with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Dame Flore Guilbault, widow of Edgar Langlois.

A deposit of \$1,200. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice T. Rhéaume, dated April 13, 1948.

L. P. CAISSE,
 Sheriff's Office, **Sheriff**,
 Montreal, April 14, 1948. 21946

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { **GUSTAVE JODOIN**,
 No. 258896. { plaintiff; vs **ROBERT**
DESAUTELS, defendant.

An emplacement situate in the parish of St-Bruno, fronting on the front road of the "Rabastalière" range, known and designated as being a part of lot number two hundred and fourteen (Pt. 214) on the official plan and in the book of reference for the said parish of St-Bruno, measuring one hundred and twenty-five feet in width by a depth of three hundred and eighty feet, English measure and more or less, bounded in front, on the north west, by the public road, in rear, on the southeast, by a part of said lot No. 214, belonging to the Rev. Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception, on one side to the northeast by lot No. 213, belonging to Mr.

es propriétés de M. Alcide Shedleur, M. Laurent Deslières, M. Herménégilde Parent et Georges Parent et de l'autre côté au sud-ouest par partie du lot N° 214 appartenant à Dame Yvonne Lalonde, avec maison et toutes autres bâtisses et dépendances érigées sur ledit immeuble et tous droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bruno, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Montreal, 13 avril, 1948. L.-P. CAISSE.
[Première insertion, 17 avril 1948]

Ernest Dulude and by the properties of Mr. Alcide Shedleur, Mr. Laurent Deslières, Mr. Herménégilde Parent and Georges Parent and on the other side to the southwest by a part of lot No. 214 belonging to Dame Yvonne Lalonde, with house and all other buildings and dependencies erected on said immovables and all rights and servitudes attached thereto.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Bruno, on the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, April 13, 1948. Sheriff.
[First insertion, April 17, 1948]

TÉMISCAMINGUE

LE ROI, représenté par le département du revenu national, à Ottawa vs MILES JOKONOVITCH, autrefois du village de Belleterre, comté de Témiscamingue, maintenant de lieux inconnus, marchand.

A) Un certain lot, situé dans la ville de Belleterre (Sand Lake) portant No deux cent seize (216) bloc 28, canton Guillet comté de Témiscamingue — avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Belleterre (Sand Lake), le MERCREDI DIX-NEUF MAI 1948 à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Ville-Marie, le 7 avril 1948. JULES GRENIER.
[Première insertion le 17 avril 1948]

TÉMISCAMINGUE

THE KING, represented by the Department of National Revenue, at Ottawa; vs MILES JOKONOVITCH, heretofore of the village of Belleterre, county of Témiscamingue, now of parts unknown, merchant.

A) A certain lot, situate in the Town of Belleterre (Sand Lake), bearing number two hundred and sixteen (216) Block 28, Township Guillet, county of Témiscamingue — with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of Belleterre (Sand Lake), on WEDNESDAY the NINETEENTH of MAY, 1948, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, JULES GRENIER,
Ville-Marie, April 7, 1948. Sheriff.
[First insertion, April 17, 1948]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 16

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Henri vs Jean	1177
Jauvin vs Bolduc	1177

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

482, section "D" — Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal	1176
483, section "A" — Employés de garages dans la région de Québec	1174
483, section "B" — Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec	1173
483, section "C" — Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal	1172

ASSEMBLÉE:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières	1177
---	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1159
----------------------------	------

AVIS DIVERS:

Allied Peat Moss Corporation (Directeurs)	1178
Association des Propriétaires de Taxi de Sorel (Formation)	1178

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Henri vs Jean	1177
Jauvin vs Bolduc	1177

ORDERS IN COUNCIL:

482, part "D" — Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal	1176
483, part "A" — Garage employees in the district of Quebec	1174
483, part "B" — Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec ..	1173
483, part "C" — Fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal ..	1172

MEETING:

The Alma & Jonquières Railway Company	1177
---	------

NOTICES TO INTERESTED PARTIES:	1159
--------------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Allied Peat Moss Corporation (Directors)	1178
Association des Propriétaires de Taxi de Sorel (Formation)	1178

Boscoville (Règlements)	1179	Boscoville (By-Laws)	1179
Comité Coopératif de Finance de Charette (Fondation)	1177	Comité Coopératif de Finance de Charette (Foundation)	1177
Excel Peat Limited (Directeurs)	1180	Excel Peat Limited (Directors)	1180
Hobbyanna Casuals Inc. (Distribution de l'actif)	1177	Hobbyanna Casuals Inc. (Distribution of the assets)	1177
La Caisse Populaire de Contrecœur (Fondation)	1179	La Caisse Populaire de Contrecœur (Foundation)	1179
La Caisse Populaire de Ste-Philomène de Rosemont (Fondation)	1180	La Caisse Populaire de Ste-Philomène de Rosemont (Foundation)	1180
L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Saint-Jean, Inc. (Nom changé)	1180	L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Saint-Jean, Inc. (Name changed)	1180
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Vincent de Paul (Formation)	1179	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Vincent de Paul (Formation)	1179
Marley Agencies Limited (Directeurs)	1181	Marley Agencies Limited (Directors)	1181
South American Assets Realisation Company (Directeurs)	1178	South American Assets Realisation Company (Directors)	1178
Sterling Lands Limited (Distribution de l'actif)	1179	Sterling Lands Limited (Distribution of the assets)	1179
Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec Inc. (Formation)	1179	Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec Inc. (Formation)	1179
The Catholic Education Club (Règlements)	1180	The Catholic Education Club (By-laws)	1180
The Laprairie Company Incorporated (Directeurs)	1181	The Laprairie Company Incorporated (Directors)	1181
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Cascade Hotel Co. Limited	1182	Cascade Hotel Co. Limited	1182
Harmac Construction Corporation Limited	1182	Harmac Construction Corporation Limited	1182
Hochelaga Land & Investment Company, Limited	1182	Hochelaga Land & Investment Company, Limited	1182
La Brique St-Jean (Limitée)	1182	La Brique St-Jean (Limitée)	1182
La Compagnie de Construction Carnot Limitée — Carnot Construction Company Limited	1182	La Compagnie de Construction Carnot Limitée — Carnot Construction Company Limited	1182
McCoy's Limited	1183	McCoy's Limited	1183
Richelieu Footwear Limited	1181	Richelieu Footwear Limited	1181
Stadium Decosse, Limitée	1183	Stadium Decosse, Limitée	1183
St-Georges Investment Company — Compagnie de Placements St-Georges	1183	St-Georges Investment Company — Compagnie de Placements St-Georges	1183
St. Viateur Realities Limited	1183	St. Viateur Realities Limited	1183
Syndicat des Tabacs du St-Maurice	1184	Syndicat des Tabacs du St-Maurice	1184
Taverne J. H. Dépelteau Ltée	1181	Taverne J. H. Dépelteau Ltée	1181
The Belmont Investment Incorporation	1184	The Belmont Investment Incorporation	1184
The Montreal Loan and Mortgage Company	1184	The Montreal Loan and Mortgage Company	1184
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
L'Épiphanie, village de	1184	L'Épiphanie, village of	1184
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste-Vianney	1185	Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste-Vianney	1185
Société Coopérative Agricole de St-Louis-de-Pintendre	1185	Société Coopérative Agricole de St-Louis-de-Pintendre	1185
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
St-Tharcisius, munic. scolaire de	1185	St-Tharcisius, school munic. of	1185
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire de l'industrie des gants de travail (Approbation de règlements)	1186	Joint Committee of the Working Glove Industry (Approval of by-laws)	1186
Comité paritaire de l'industrie des gants fins (Approbation de règlements)	1190	Joint Committee of the Fine Glove Industry (Approval of by-laws)	1190
Comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières et district (Approbation de règlements)	1185	Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers (Approval of by-laws)	1185
Fabrication de boîtes de carton gaufré dans la province de Québec (Modification)	1188	Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec (Amendment)	1188

Industrie de la broderie dans l'Île de Montréal (Modification).....	1187	Embroidery industry in the Island of Montreal (Amendment).....	1187
Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières (Modification).....	1193	Construction industry in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières (Amendment).....	1193
L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, Inc. (Avis).....	1191	L'Association des Plombiers, Soudeur, et Poseurs d'Appareils de Chauffages Inc. (Notice).....	1191
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
Concasco Casualty Insurance Company.....	1195	Concasco Casualty Insurance Company.....	1195
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
McLean, H. B.....	1196	McLean, H. B.....	1196
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Bernard's Flower Shoppe Inc.	1160	Bernard's Flower Shoppe Inc.	1160
Century Metals and Equipment Incorporated.	1161	Century Metals and Equipment Incorporated.	1161
Champion Products Limited — Les Produits Champions Limitée	1161	Champion Products Limited — Les Produits Champions Limitée	1161
Cie de Machineries de la Rive Sud — South Shore Equipment Co..	1161	Cie de Machineries de la Rive Sud — South Shore Equipment Co..	1161
Donohue Electronics Inc.....	1162	Donohue Electronics Inc.....	1162
Duclos & Duclos Incorporé	1162	Duclos & Duclos Incorporé	1162
Frontenac Trading Incorporated.	1163	Frontenac Trading Incorporated.	1163
Georges Lavergne Ltée	1163	Georges Lavergne Ltée	1163
J. T. Massicotte Inc..	1163	J. T. Massicotte Inc..	1163
Juvenile Shoe Limited.	1164	Juvenile Shoe Limited.	1164
La Compagnie de Téléphone du Lac Etchemin Inc..	1169	La Compagnie de Téléphone du Lac Etchemin Inc..	1169
La Société Artistique Prospero	1164	La Société Artistique Prospero	1164
L'Association pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de Tingwick Inc.	1164	L'Association pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de Tingwick Inc.	1164
Les Constructeurs Associés Limitée ..	1165	Les Constructeurs Associés Limitée ..	1165
L'Hermitage Limitée.	1165	L'Hermitage Limitée.	1165
Lucas Improvement & Fuel Limited ..	1165	Lucas Improvement & Fuel Limited ..	1165
Maple Leaf Flooring Ltd..	1166	Maple Leaf Flooring Ltd..	1166
Maple Products Packing Co. Ltd..	1166	Maple Products Packing Co. Ltd..	1166
Martin-Johnston Ltd.	1166	Martin-Johnston Ltd.	1166
Montcalm Gold Mines Limited.	1167	Montcalm Gold Mines Limited.	1167
Orten Imports Ltd.	1167	Orten Imports Ltd.	1167
Phil. Côté Lumber Limited	1168	Phil. Côté Lumber Limited	1168
Salon Fabrics Ltd.....	1168	Salon Fabrics Ltd.....	1168
Scies et Outils Côté Incorporé — (Côté's Saws & Tools Incorporated).....	1168	Scies et Outils Côté Incorporé — (Côté's Saws & Tools Incorporated).....	1168
St-Georges, ville de	1171	St Georges, town of	1171
Sylvestre Cycle & Sports Ltd..	1169	Sylvestre Cycle & Sports Ltd..	1169
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
Les Importations d'Océanie Enregistrée	1196	Les Importations d'Océanie Enregistrée	1196
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Bouchard vs Otis	1196	Bouchard vs Otis	1196
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Concernant l'annexion d'un certain territoire au village, de Notre-Dame-de-Lorette.	1198	Concerning annexation of a certain territory to the village of Notre-Dame-de-Lorette.	1198
Concernant l'annexion d'un certain territoire au village de St-Ephrem-de-Tring.....	1197	Concerning annexation of a certain territory to the village of St-Ephrem-de-Tring.....	1197
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Bruwood Inc.	1199	Bruwood Inc.	1199
Casgrain & Cie Ltée	1199	Casgrain & Cie Ltée	1199
Chaussure Desbiens Shoe Ltd..	1199	Chaussure Desbiens Shoe Ltd..	1199
New Quebec Exploration Company Limited.....	1200	New Quebec Exploration Company Limited.....	1200

SOUMISSIONS:

Commissaires d'écoles de St-Marc-des-Carières	1201
Hull, cité de	1200
Mont-Laurier, village de	1202

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company	1203
--	------

VENTE PAR LICITATION:

Brisebois <i>et al</i> vs Brisebois	1203
---	------

VENTES POUR TAXES:

Délisle, canton de	1204
Mégantic, comté de	1205

VENTES PAR SHÉRIFS:

JOLIETTE:

Bérubé <i>et al</i> vs Houle	1205
Rondeau vs Picard	1206

MONTREAL:

Jodoin vs Desautels	1206
Lecavalier vs Lebus	1206

TÉMISCAMINGUE:

Le Roi vs Jokonovitch	1207
---------------------------------	------

21954-o

TENDERS:

School Commissioners of St-Marc-des-Carières	1201
Hull, city of	1200
Mont-Laurier, village of	1202

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company	1203
--	------

SALE BY LICITATION:

Brisebois <i>et al</i> vs Brisebois	1203
---	------

SALES FOR TAXES:

Délisle, township of	1204
Mégantic, county of	1205

SHERIFFS' SALES:

JOLIETTE:

Bérubé <i>et al</i> vs Houle	1205
Rondeau vs Picard	1206

MONTREAL:

Jodoin vs Desautels	1206
Lecavalier vs Lebus	1206

TÉMISCAMINGUE:

The King vs Jokonovitch	1207
-----------------------------------	------

21954-o